le monde libertaire

17 au 23 octobre 2002

n° 1293

ISSN 0026-9433

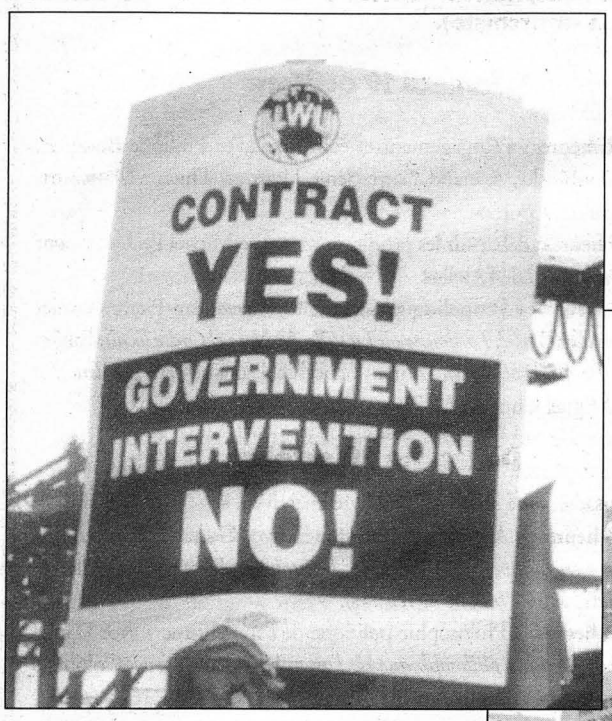
2 €

Le Monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

L'ennemi intérieur



L'empire miné par la base

DEPUIS de nombreux mois le syndicat des dockers de la côte ouest de l'Amérique du nord, États-Unis et Canada, est en butte au diktat des patrons du secteur, regroupés au sein du PMA. Le patronat local refuse notamment d'embaucher des salariés sous le statut de dockers pour la mise en place du suivi informatique des containers, principal trafic de marchandises sur les ports depuis dix ans. Face au refus du syndicat (ILWU) de plier, il a décrété un lock-out sur les ports. Il interdit aux dix mille dockers de travailler.

De plus, le gouvernement Bush, au nom de la sûreté nationale, a décidé de s'en mêler. Ainsi après avoir voulu imposer un médiateur, menace-t-il de faire intervenir la garde nationale au nom des lois liberticides suite au 11 septembre 2001. Un bras de fer est en cours de ce côté du monde. Au-delà du conflit local, c'est la politique de Bush qui est en cause. Le conflit menace son économie et en agressant ILWU, il s'attaque à un des bastions du mouvement ouvrier américain connu pour ses positions pacifistes. Dès à présent, le syndicat a reçu le soutien de l'AFL-CIO et plus particulièrement du célèbre syndicat des teamsters (routiers) et du syndicat des dockers de la côte Est. L'ITF, la Fédération internationale des ouvriers du transport et la CISL ont apporté leur soutien. En Europe et en France, la solidarité s'organise. Les dockers l'ont toujours pratiquée. Au Havre ou à Saint-Nazaire, nous ne doutons pas que ceux qui se réfèrent à la tradition anarcho-syndicaliste sauront prendre leur responsabilité comme ils ont su le faire avec les dockers de Liverpool. Les anarchistes seront à leurs côtés dans un combat qui, au-delà du respect des droits des travailleurs, est déterminant dans la guerre que prépare George W.Bush.

Delgranado
groupe de Rouen

George W. Bush a obtenu l'assentiment des parlementaires de son pays pour sa croisade pétrolière. Le Congrès a en effet décidé que le recours à la force dépendrait des seules capacités de jugement du locataire de la Maison Blanche. Mais il ne faut pas croire que tous les Américains sont aussi arriérés que leurs sénateurs. Témoins, les dockers de la Côte ouest, organisés dans le syndicat ILWU. Fidèles à leur tradition pacifiste ils menacent d'entraver l'effort de guerre.

Sur la pancarte, en haut :
Convention collective : oui !
Intervention du gouvernement : non !

Éditorial

LA GUERRE ! Voilà la solution proposée par nos gouvernants aux problèmes sociaux, politiques ou économiques que soulève la mise en place de l'ordre mondial qu'ils tiennent à nous imposer à tout prix : la guerre sociale avec la criminalisation de la pauvreté et de la marginalité, qui permet d'utiliser des hordes de CRS ou de gendarmes et autres gardes républicains (ces deux dernières catégories étant des militaires) secondées par des commandos de la BAC pour « pacifier » les cités dortoirs où l'on a parqué les catégories sociales les plus défavorisées ; les guerres civiles, nées des coups d'État manipulés par les colonisateurs économiques ; et enfin la guerre ouverte à certains pays qui refusent de se plier aux exigences du « Conseil de sécurité » de l'ONU où seuls les pays les plus puissants disposent d'un droit de veto qui leur permet d'étendre leur dictature sur l'ensemble des pays de cette planète.

Il y a un an était lancée la campagne contre les Talibans et les waabites d'Al Qaida par ceux qui avaient contribué à les mettre en place pour, prétendument, libérer les Afghanes et Afghans du joug imposé par ces fondamentalistes religieux. Aujourd'hui, après un an de massacres de civils et de prisonniers de guerre, au mépris de toutes juridictions internationales, je demande où en est la libération du peuple afghan livré aux anciens chef féodaux et chefaillons de guerre en échange de contrats pétroliers de construction d'oléoducs.

Aujourd'hui, nos vautours de la real politik tournent autour de la deuxième réserve mondiale de pétrole de la meilleure qualité. Ne nous fions pas à nos dirigeants européens qui semblent traîner les pieds avant de s'engager dans la nouvelle guerre contre l'Irak… dont le clan de George W. Bush a pris l'initiative. Leurs tergiversations ne sont motivées que par le partage du gâteau. Dont la plus grosse part reviendra à ceux qui prendront l'initiative. C'est pourquoi les Européens préfèreraient que cela passe par l'ONU, alors que le gouvernement américain se verrait découper lui-même les parts.

Les États oppriment le peuple au moyen de leurs armées… Exigeons l'abolition de toutes les armées !

M 02137 - 1293 - F: 2,00 €

« Même si tu as parfois l'impression de prêcher dans le désert, crie quand même, sinon tu bêleras toute ta vie. »
Jean-Louis Blaire, *Paradis noir*, 1984.

Agenda

Jeudi 17 octobre

Nîmes

À partir de 14 heures devant le palais de justice, rassemblement de soutien à R. Latapy (membre du groupe FA) en relation avec son procès pour « rébellion et coups et blessures à agents ».

Vendredi 18 octobre

Paris 20e

Meeting à propos de la Côte d'Ivoire, à l'appel de l'Association pour la défense des libertés, du Collectif des démocrates ivoiriens de la diaspora et de la Confédération nationale du travail, au 33, rue des Vignoles, à 19 heures.

Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire (dont la FA est membre), appelle à un rassemblement et diffusion de tracts devant le bâtiment d'EDF, à 9 h 30, avenue Georges-Pompidou.

Samedi 19 octobre

Coquelles

Le SSI de la CNT de Boulogne-sur-mer et le journal anti-capitaliste et libertaire *La Mouette Enragée* appelle à manifester contre la construction du nouveau centre de rétention de Coquelles à quelques kilomètres de Sangatte. Manifestation à partir de 17 heures du centre de Sangatte au centre de rétention de Coquelles.

Dijon

Concerts avec Sin dios et Cria cuervos à l'Espace Autogéré des Tanneries, 17, bd. de Chicago.

Nantes

Manifestation des sans-papiers, à 14 h 30 place du Commerce.

Rassemblement Palestine à 17 h 30 rue du Calvaire.

Paris 14e

Manifestation nationale des sans-papiers de la place Denfert-Rochereau à Matignon.

Paris 15e

Le CRAM (Collectif résistance à la militarisation) organise une manifestation contre Euronaval, salon de l'armement maritime au Bourget. Rendez-vous à 15 heures devant les bureaux du Gican, organisateur de cette horreur, au 19-21, rue du Colonel-Pierre-Avia.

Montreuil

Les 19 et 20 octobre, le groupe Louise-Michel vous invite à l'inauguration du site web : Increvables Anarchistes (http : increvablesanarchistes.org) à l'occasion des journées « Le livre libertaire en fête ».

Dimanche 20 octobre

Paris 11e

Concert au CICP à 17 heures, 21 ter, rue Voltaire avec Cria Cuervos (punk hardcore féminin), les Travailleurs de la nuit (punk oï), Sin Dios (anarcho-punk hardcore – Madrid).

Lundi 21 octobre

Paris 18e

Concert gratuit de Lutin bleu (rock festif anar) à la Boule noire, 116, boulevard Rochechouart. Site web : www.lutinbleu.com

Mercredi 23 octobre

Paris 11e

Présentation du livre *Des français contre la terreur d'État (Algérie 1954-1962)* des éditions Reflex à 19 h 45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Samedi 26 octobre

Pantin

L'association Mots et musiques invite Rachel pour « les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Mardi 29 octobre

Rouen

La librairie l'Insoumise reçoit Philippe Geneste qui présentera l'« actualité de la littérature prolétarienne » à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Mardi 12 novembre

Rouen

La librairie l'Insoumise organise un débat sur le thème « La normalisation du travail social » à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 16 novembre

Pantin

L'association Mots et musiques invite Sabine Viret pour « les rendez-vous chansons » de la Menuiserie à l'espace Archipel 93, 77, rue Jules-Auffret. Réservation au 01 43 84 70 04.

Radio libertaire

Jeudi 17 octobre

Si vis pacem : à 18 h, aux racines de l'antimilitarisme, en mémoire de Jean Gauchon, avocat des objecteurs et fondateur de l'UP.

Émission du Scalp/réflex : à 20 h 30, Différents auteurs de *Zoos humains,* édition La Découverte.

Samedi 19 octobre

Chroniques rebelles : 13h30, *La Commune à Nouméah* de Cavalier.

Dimanche 20 octobre

Des mots, une voix : 15 h 30, Aziz Chouaki présente son livre *L'Étoile d'Alger.*

Mardi 22 octobre

Sévices public : à 20 h 30, la CNT Énergie reçoit Jacques Langlois pour parler de « la démocratie ».

Mercredi 23 octobre

Blues en liberté : à 10 h 30, émigration et électricité, Memphis et l'après-guerre.

Jeudi 24 octobre

Si vis pacem : 18 heures, la guerre dans les balkans. Témoignages.

Émission du Scalp/réflex : 20 h 30, Sidi Mohammed Barkat, Jean-Luc Einaudi et Nils Anderson, pour le livre *Des Français contre la terreur d'État (Algérie, 1954-1962),* édition Reflex.

Le livre libertaire en fête

Chez Armand Gatti à « la Parole errante »,
9, rue François-Deberge, 93100 Montreuil
M° Croix-de-Chavaux
Entrée : 1 euro par jour

À l'initiative de la librairie Publico, du service librairie de la CNT-RP, de Radio libertaire et du Forum libertaire de Montreuil (Alternative libertaire, CNT-interco 93-sud et Fédération anarchiste).

Samedi 19 octobre

De 14 à 16 heures : « Engagement et écriture » avec Philippe Bouquet, Sébastien Doubinsky, Armand Gatti, Serge Livrozet, Thierry Maricourt, Michel Ragon.
De 16 à 17 heures : débat sur les prud'hommes avec Michel Pechet, auteur de *Prud'hommes,* éd. de l'Atelier.
De 17 à 19 heures : « Les politiques sécuritaires » avec Jean-Pierre Garnier (*Des barbares dans la cité, La Bourse ou La Ville, Le Nouvel Ordre local*), Fabien Jobard (*Les Bavures policières*), Laurent Mucchielli sous réserve (*Violences et Insécurité*), Miguel Chueca (*Les Temps maudits*).

Dimanche 20 octobre

Journée consacrée au « renouveau du livre anarchiste ».
De 11 à 13 heures : « Anarchisme et histoire » avec Gaetano Manfredonia (*L'Anarchisme en Europe*), Jean Préposiet (*Histoire de l'anarchisme*), Claude Faber (*L'Anarchie, une histoire de révoltes*).
De 17 à 19 heures : « Philosophie politique de l'anarchisme » avec Daniel Colson (*Petit Lexique philosophique de l'anarchisme*), Eduardo Colombo (*Entrées des anarchistes*) pour la revue *Réfractions.*

Les éditeurs qui tiendront table

Ab irato, *Alternative libertaire*, l'Atelier de création libertaire, Agone, Albatroz éditions, *Anartiste*, *les Nouvelles libertaires*, *Courant alternatif*, CP production, FTP, Planète verte, *Itinéraire*, La Digitale, *la Griffe*, *le Libertaire, le Monde libertaire, le Rire, les Temps maudits,* Marginales, Maurice Juan, les éditions du Monde libertaire, Nautilus, *Oiseau-tempête, PLPL*, Paris-Méditerranée, Place d'armes, *Prochoix,* les éditions du Ravin bleu, *Réfractions,* Ressouvenance, SAT Amikaro, *Scalp-Réflex,* Spartacus, Tops, *Union pacifiste*, le Vent du ch'min, Vidéos du Monde libertaire…

Les auteurs qui seront présents

Michel Auvray, Philippe Bouquet, Marie-Claire Calmus, Miguel Chueca, Eduardo Colombo, Daniel Colson, Roger Dadoun, Thierry Discepolo, Sébastien Doubinsky, Pierre Drachline, David Dumortier, Claude Faber, Yves Frémion, Jean-Pierre Garnier, Philippe Garnier, Armand Gatti, Roger Grenier, Claude Guillon, Rolland Hénault, Louis Janover, Fabien Jobard, Jacques Langlois, Lyes Laribi, Étienne Lesourd, Serge Livrozet, Janine Marc-Pezet, Gaetano Manfredonia, Thierry Maricourt, Philippe Maurice, Laurent Mucchielli (sous réserve), Ingrid Naour, Ngo Van, Geneviève Pastre, Patrick Pecherot, Jean Préposiet, Michel Ragon, Charles Reeves, Jean Rocchi, Francis Ronsin, Siné, Jean Soublin, Tardi, Tom Thomas, Sylvie Tissot, Pierre Tévanian, Jean-Manuel Traimond, Jacques Vallet...

Illustration de Richard Bonfils, 1980

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 – Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 – Routage 205 – IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde libertaire

Rédaction – Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 nos	❑ 20 €	❑ 32 €	❑ 27 €
6 mois 25 nos	❑ 38 €	❑ 61 €	❑ 46 €
1 an 45 nos	❑ 61 €	❑ 99 €	❑ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

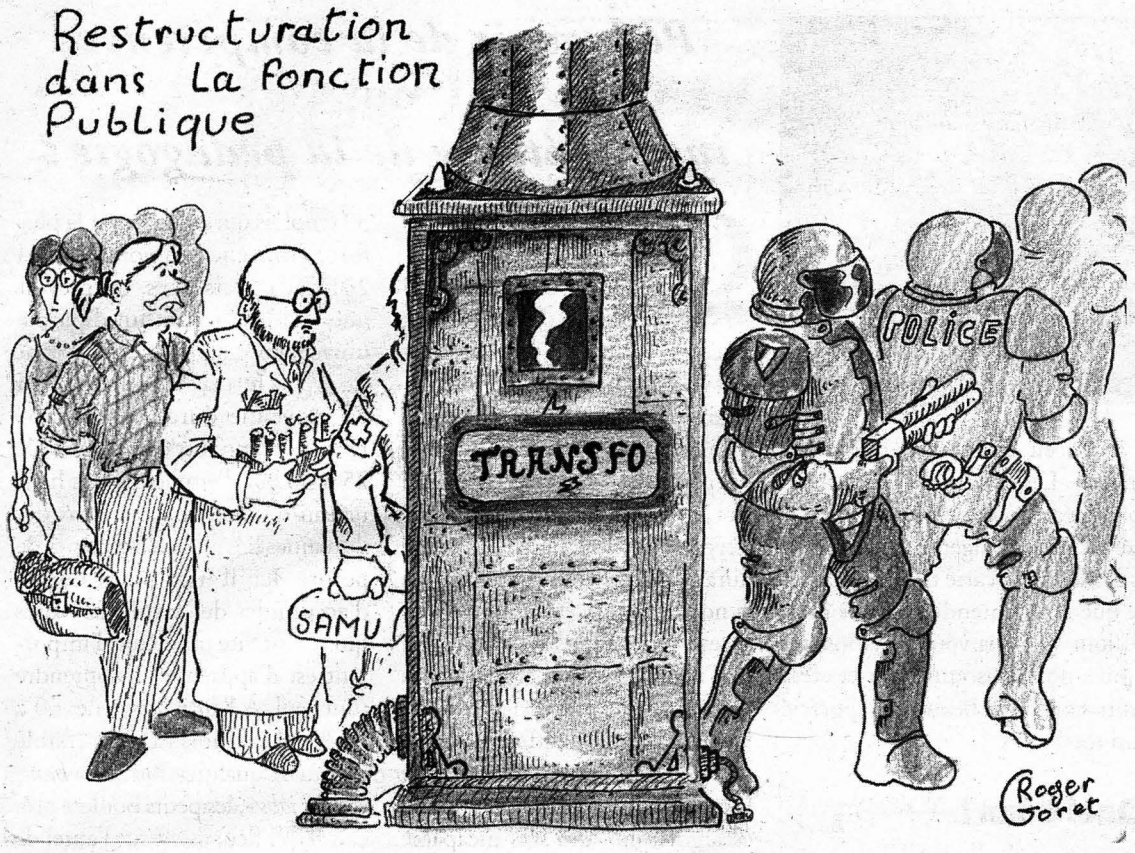
Nom ..... Prénom.....
Adresse
.....
.....
Code postal .....
Ville.....
Pays .....

❑ Chèque postal ❑ Chèque bancaire

❑ Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage



État fédéral, miroir aux alouettes

« Les anarchistes ont leur place à tenir pour la défense du service public qui, s'il doit être refondé, n'en est pas moins l'ébauche d'une économie socialisée. »

DÈS L'ORIGINE, les anarchistes surent affirmer qu'il ne pouvait y avoir de véritable communisme sans liberté et de liberté sans communisme. Ce qui évita à la majorité d'entre eux de périr dans le mythe bolchevique en associant anarchisme et marxisme. Il est primordial aujourd'hui, à l'heure où seul le modèle libéral prend le dessus, de réaffirmer que le fédéralisme – tel que nous le concevons – et l'État sont par nature ennemis. Espérant que cela permettra que seule une infime minorité tombe dans les ornières d'un réformisme lié au libéralisme.

États-Unis, Suisse, Allemagne, Inde, Brésil, Australie, etc., la liste est longue des États qui ont adopté des formes fédérales. Sans entrer dans le détail, cette construction fédérale est le résultat soit d'absorption au gré des conquêtes militaires, soit s'est imposée pour répondre à des besoins d'unicité factice à l'exemple de l'ex-Yougoslavie.

Quoi qu'il en soit dans chacun de ces États, le fédéralisme a été conçu en terme de contrainte, voir les États-Unis, et non selon le principe de libre association de collectivités voire d'individus.

Certes dans ces pays, le contour de participation-intégration des individus à la gestion de l'État prend des formes raffinées. J'élis mon shérif, je choisis mon flic (mais pas le FBI) aux États-Unis. Je vote pour adhérer à l'Onu, j'adhère au désordre mondial en Suisse.

C'est dans ces États aussi que l'on trouve les formes les plus abouties de la démocratie soit le gouvernement de chacun par tous et son lot de coercitions et de négation de la liberté notamment pour l'individu. Tous militaires en Suisse selon le concept de défense nationale et tous croyants aux États-Unis selon l'aphorisme imprimé sur chaque dollar: « *In God we trust* » (Nous croyons en Dieu).

Rappelons à ce propos que les anarchistes défendent le principe du gouvernement de chacun par chacun seul garant de la liberté pour l'individu et radicalement opposé aux principes de la démocratie. C'est, entre autre, pour cela que nous ne participons pas aux élections démocratiques. Ce qui ne nous empêche nullement de voter régulièrement dans les assemblées des organisations où nous avons choisi de participer librement.

Au demeurant, les États fédéraux sont généralement tout autant, voir plus, liberticides que les États centralisés hormis les dictatures marxistes ou fascistes.

Réforme de l'État, la mutation perpétuelle

L'État en France n'a cessé de se modifier en fonction des régimes: féodal, dictatorial, démocratique, etc. Ses structures ont suivi, comté, duché, département, région. Napoléon a créé les départements, Pétain les régions. À chaque étape a correspondu des modifications profondes, le département et ses préfets furent les outils d'un renforcement de l'action du pouvoir central, l'État français et ses régions permirent de différencier les droits des individus et restreindre leur liberté selon leur origine, le principe d'égalité de droit volait alors en éclat. Sur ce point, certains de nos régionalistes-nationalistes d'aujourd'hui, si nous y regardons de plus près, ont des relents nauséabonds: la Corse aux Corses, la Bretagne aux Bretons et… la France aux Français. Fermez le ban. La différenciation des droits conduit à ne plus considérer l'individu dans son entier sans distinction selon son origine, son sexe, ses préférences sexuelles ou tout autre classification, mais à prendre en compte la personne selon sa prétendue appartenance communautaire.

Les théories fumeuses de Mounier sur le « personnalisme » qui tenta de marier anarchisme, marxisme et christianisme ont malheureusement laissé quelques traces dans nos rangs!

Aujourd'hui, l'heure est à la réforme de l'État selon M. Raffarin. Il semble, selon les premiers éléments de son projet, qu'il souhaite transférer vers les régions et les départements des compétences de l'État (logement, santé, transport, instruction, etc.) et poursuivre l'œuvre de Gaston Deferre qui initia le principe avec ses lois de décentralisation et le principe de la décision au plus près du citoyen.

Certes, présenté de la sorte, le sujet pourrait ne nous intéresser que peu. Mais ces propositions s'intègrent dans un plan aux dimensions plus vastes. En premier, le transfert de compétences aux régions est un des éléments fondateurs de l'Union européenne, l'Europe des régions. En second, les impératifs du pacte de stabilité monétaire de Dublin, élément structurant de l'union monétaire, l'euro, est de réduire la part affectée au service public qui par nature est déficitaire. Enfin, selon les libéraux, il faut recentrer et développer l'État sur ses missions régaliennes de défense de l'État-nation: la justice, l'armée et la police. Le budget voté au parlement pour l'année 2004 est significatif sur ce point.

La farce de l'ordre est faisandée

En conséquence, nous sommes pleinement concernés. Car, si la Fédération anarchiste n'a pas participé au référendum sur l'Union européenne – refusant de collaborer à la farce démocratique – elle n'en a pas moins dès l'origine dénoncé ses orientations et les risques qu'elle fait peser sur l'individu en construisant un super État policier où seul le capital bénéficie d'une totale liberté. De plus, en affaiblissant le service public et en le remettant aux mains de potentats locaux, présidents de conseils régionaux ou généraux, c'est encore nous, les plus pauvres, qui allons en pâtir.

Au demeurant, c'est la construction d'un État fédéral qui est en cours avec son miroir aux alouettes. Le principe de subsidiarité, base de l'Église catholique, va pouvoir faire son office. Le citoyen va être consulté localement pour émettre un avis local sur le service de transport local. Concernant le dogme, l'État, il devra se résoudre à le subir car c'est pour son bien que l'armée française continuera à opérer aux quatre coins du monde pour y défendre les valeurs démocratiques!

Dans ce contexte, les anarchistes ont leur place à tenir pour la défense du service public qui, s'il doit être refondé (transport gratuit, logement gratuit, instruction gratuite, médias gratuits, etc.), n'en est pas moins l'ébauche d'une économie socialisée, et combattre le parachèvement de l'Union européenne, confédération ou fédération demain, qui à l'image des États-Unis, créera ses ghettos pour domestiquer son peuple et tyrannisera le monde pour assouvir les besoins d'une infime minorité. L'heure n'est pas à la résignation.

Jean
groupe de Rouen

La rentrée…

Plouf !

APRÈS le retour de la droite aux rênes de l'État, après la purge du vote Chirac, on pouvait espérer une rentrée sociale à la hauteur des circonstances. Non pas à la mode « presse bouton » comme semblait le laisser croire l'extrême gauche, mais un sursaut du monde des salariés face à un retour au début du XXe siècle.

Force est de constater qu'à part le secteur public, le raz-de-marée populaire n'est pas vraiment au rendez-vous. Ce n'est pas « En avant pour un monde nouveau », mais plutôt « Touche pas à mon statut ». Il est certes malheureusement acquis que les forces syndicales de l'Hexagone ne sont plus dans le privé, mais les « partenaires sociaux » auraient-ils vraiment rendu les armes?

EDF-GDF se privatisent, France Télécom joue avec la Bourse, bref c'est le « hold-up du public » [1]. Faudrait-il un électrochoc comme en Italie où 8 000 ouvriers de Fiat sont au chômage technique? [2] On peut être pessimistes quand on lit dans un quotidien de l'après-midi une déclaration de Roussel (PDG d'EDF) qu'il a « acquis la paix sociale suite à un accord passé avec la CGT ». (Le Monde du 12 juin 2002)

La seule bonne nouvelle en cette rentrée tristounette serait-elle l'autodissolution de la « jaune » CSL, tristement célèbre dans les années soixante-dix à Peugeot et à Citroën?

Pourtant face à l'hégémonie des licenciements, aux reculs sociaux, on attendait mieux que le dos rond actuel. Avec un ministre (Fillon) qui attribue la défaite de 40 au Front populaire de 36, on est loin d'un front républicain! Ce cher représentant de l'État oublie que 36 n'aurait rien été sans les occupations d'usines et la mobilisation du mouvement ouvrier. Le phénix saura-t-il renaître de ses cendres? Chiche!

Loulou Barbésois

1. Comme le titrait un tract de la CNT Énergie distribué pendant la manifestation du 3 octobre.

2. Après la suppression de 2 840 emplois en juillet, la direction de Fiat a choisi de faire intervenir la « *causa entegrazione* », sorte d'amortisseur social où les salariés en sureffectif sont mis en réserve… Dans la région parisienne plus de 2 000 licenciements sont prévus dans la métallurgie…

Besançon

Une recette pour les vacances

POUR faire une bonne colo libertaire, prenez un groupe de parents et d'enfants désirant vivre leur loisir de façon non consommatrice, inventive et active.

Ajoutez quelques adultes désirant se frotter à la réinvention d'espaces de convivialité et d'éducation populaire. Et surtout un réseau d'amis, de militants, de groupes et d'individus soucieux de donner corps à ce rêve fou de faire que même les vacances soient libertaires.

Mélangez le tout au fil de réunions, de rencontres, de coups de téléphone et de lettres.

Et vous obtiendrez un projet qui tient la route. Présentez le tout dans un gîte de montagne avec tout un panel d'activités au choix. Nous avons goûté pour vous.

On déguste !

Nous sommes partis pour une semaine avec dix adolescents. Au départ, ils devaient être douze avec trois accompagnateurs. Puis, face à deux désistements de dernière minute, nous avons décidé de consolider l'équipe encadrante pour cette première expérience. Nous voilà donc partis.

Le premier week-end, les parents emmènent leurs enfants et nous passons, avec quelques uns, les premières heures de ce séjour libertaire d'une semaine. La colo à proprement parler commence par un récapitulatif des règles de fonctionnement: libre choix dans les activités, partage et rotation des tâches quotidiennes, entraide et respect mutuel, mise à égalité des personnes vivant le séjour.

Les jeunes avaient une somme forfaitaire de 23 euros pour leurs activités, qu'ils devaient gérer comme bon leur semblait. Nous avons pu noter quelques différences dans les attentes de chacun et nous avons été heureux de constater que les jeunes avaient créé une caisse commune afin d'offrir un spectacle de feux d'artifice aux parents. Les adultes ont bien sûr participé à cette cotisation.

De même, les jeunes disposaient d'une autre caisse commune pour tout ce qui était de l'ordre des petits plaisirs collectifs (boire un coup, manger une glace…) car nous avions décidé, avec les parents, de ne leur laisser qu'une somme minimale afin d'éviter les inégalités. Les questions financières étant résolues, même si le budget bouffe a dû être revu à la hausse, nous pouvons passer à la vie quotidienne.

C'est quoi une colo libertaire ?

Pour nous les choses étaient relativement simples et très militantes. Les ados devaient vivre l'autogestion et la solidarité à travers des activités variées et la vie quotidienne. Ainsi, un roulement des tâches a été établi afin que les tous les enfants fassent la cuisine, le ménage, les courses, etc., toujours accompagnés d'un adulte, car on ne se tournait pas les pouces (égalité oblige!). Beaucoup se sont découvert des talents culinaires et quelques-uns ont même fait du rab en préparant une tarte ou un goûter. Super!

Pour les enfants, qu'en était-il? C'est ce que nous avons voulu savoir en faisant un bilan collectif à mi-parcours. De ce bilan sont ressorties des choses magnifiques: la colo est libertaire parce qu'on pouvait choisir ce qu'on voulait faire, ce que l'on voulait manger; parce que nous étions sur un pied d'égalité; parce que l'on pouvait parler librement et qu'on était écouté; parce qu'on apprend des choses, on apprend à être patient – et même les « corvées », vous savez ces petites choses pas très réjouissantes, ranger les chambres, nettoyer la salle de bains et les toilettes –, devenaient des actes de bienfait pour la collectivité et pour soi. Eh ben!

Pour les adultes, il y a eu des couacs en ce qui concerne la préparation. Les actions d'autofinancement n'ayant pas pu se réaliser, nous avons donc sollicité des dons et revu notre budget à la baisse (ric rac). De même, les activités à la carte ne répondaient pas forcément à ce que nous entendions par « prise en charge de son séjour ». Nous voudrions insister sur le côté thématique, non consommateur et créatif du séjour. Les jeunes ont, eux, beaucoup apprécié cette souplesse quasi totale.

Quel bilan ?

Tout le monde s'accorde à dire que le séjour devrait être plus long (donc plus coûteux) et avec plus de gens. La place des parents devrait aussi être minimisée afin de commencer directement la vie collective avec le groupe complet. Les réunions régulières de préparation semblent nécessaires mais limitent la possibilité de s'élargir. Nous avançons encore vers cet idéal de solidarité et de prise de conscience et de prise en main de nos vies.

À la fin du séjour, on se disait: « Imagine ces jeunes, et d'autres encore, vivant régulièrement ce genre d'expérience. Tu conçois les avancées en terme de relations humaines et de prise de responsabilité? » Car en une seule petite semaine, nous avons déjà noté de fortes évolutions. En résumé: on prépare déjà la prochaine colo! On bosse sur une expo photos itinérante, et un projet de T-shirt est en voie de réalisation. Nous avons toujours besoin de votre soutien, et nous vous incitons à nous rejoindre et à développer vos propres colos libertaires.

Nous vous remercions de votre attention et nous vous disons: « A bientôt!»

Remerciements particuliers aux jeunes – Raphaël, Marc-Aurèle, Joë, Nina, Pauline, Alexandre, Louis, Guillaume, Esther, Léa –, aux parents, à l'équipe encadrante, à Céline, à Jean Loup Bonne, à Judith Wolf, à Pierre Cagne, à Agnès, Jacqueline, aux copains du groupe Nada de Toulon, aux copains du groupe Bakounine d'Oléron, aux copains de Saint-Claude, à ceux de Dijon et de Besançon, de Lyon et de Chalons et à tous ceux et toutes celles que j'ai oubliés mais qui nous ont témoigné leur sympathie et leur intérêt.

Fred
groupe Proudhon

Une autre colo, avec son équipe encadrante de haute tenue. Sachez choisir.

Pédagogie de la compétence ou *incompétence de la pédagogie ?*

ÇA Y EST. Je ne suis plus professeur de physique. Me voici devenu « facilitateur d'accès aux compétences générales et spécifiques liées aux disciplines scientifiques ». D'ailleurs, les cours de physique, ça n'existe plus. Il n'y a plus que des cours de « sciences ». Moi, qui n'ai jamais compris ce qu'était une oxydoréduction, qui ai peiné durant des années sous le joug de la nomenclature ésotérique et des recettes de la cuisine chimique, me voici chargé d'enseigner la science de Lavoisier. Moi, qui n'ai jamais compris la différence entre ADN et ARN, qui ignore tout de la reproduction des plantes ou des escargots, moi qui suis incapable de reconnaître plus de trois ou quatre espèces d'arbres, me voilà promu au titre d'expert en biologie. À moins qu'on n'estime désormais inutile d'être formé dans une discipline pour pouvoir l'enseigner. À moins, pour le dire plus crûment, qu'il ne soit désormais superflu d'enseigner.

L'introduction de la prétendue « pédagogie des compétences » et des nouveaux programmes qu'elle charrie a certes le mérite de donner un coup de pied dans la fourmilière. Secouer nos habitudes, remuer un peu le train-train, ce n'est sans doute pas un mal, surtout après vingt-cinq ans de carrière. Mais cela ne suffit pas pour conférer une quelconque valeur scientifique à cette doctrine pédagogique. Elle puise d'ailleurs un peu trop clairement ses sources d'inspiration dans les besoins du marché du travail: former une main-d'œuvre qui soit davantage diversifiée, flexible et adaptable. Elle jouit également du soutien visiblement empressé, et donc probablement intéressé, d'organisations très peu caritatives comme la puissante table ronde des industriels européens. Le marché du travail? Il se résume ainsi: sur les 30 emplois qui connaîtront la plus forte croissance en volume d'ici 2010 aux Etats-Unis, on prévoit que 9 nécessiteront un diplôme universitaire alors que 19 seront du type « formation de courte ou de moyenne durée sur le tas ». D'un côté, un fort contingent (de 25 à 30 %) d'emplois à très haut niveau de qualification, dans des domaines liés aux technologies de pointe. Ici, il n'est point besoin d'accumuler des savoirs scolaires qui seront vite obsolètes: l'important est d'apprendre à apprendre tout seul. À l'autre extrême, 60 à 65 % d'emplois à très faible niveau de qualification: les « *hamburger jobs* », les petits boulots précaires qui fleurissent sur l'autel de la crise du capitalisme mondial. Ici, les savoirs scolaires sont définitivement superflus. Inutile d'apprendre la littérature, du moment que l'on sache « communiquer » (« Votre hamburger, vous le voulez avec du ketchup ou de la moutarde? »); inutile de comprendre la notion de champ (de gravitation ou électromagnétique), pourvu que l'on sache expliquer au client où se trouve le bouton pour allumer le GSM.

La prétendue « pédagogie » des compétences vient à point nommé pour organiser et justifier l'appauvrissement et la dualisation des formations dont les marchés ont un grand besoin et qui arrange si bien nos États désargentés. Les apprentis sorciers qui lui prêtent une aura scientifique sont évidemment trop contents de voir ainsi reconnus leurs médiocres travaux. Quant aux autres, les vrais pédagogues, voilà belle lurette qu'on les a fait taire ou qu'on ne se sert plus d'eux qu'en déformant sans vergogne leurs thèses. Freinet, reviens, ils sont devenus fous!

Nico Hirtt
source: http://users.skynet.be/aped

Autorité, châtiments corporels :
fascisme

Confiance en l'enfant, libre activité :
essor prolétarien

« Éducateurs, sachons éviter le piège qui nous est tendu par les tenants de régimes périmés. Dénonçons l'idéologie fasciste de la discipline passive et de l'autorité; affirmons la toute-puissance de la libre activité créatrice, et travaillons pratiquement à introduire dans nos classes des techniques nouvelles qui, dans le régime actuel, ne prétendent pas réprimer tous les abus, mais qui montrent du moins aux éducateurs, aux élèves et aux parents d'élèves quelle est la voie sûre de la libération sociale, à l'opposé justement des théories traditionnelles des défenseurs du capitalisme. »

Célestin Freinet
dans L'Éducateur prolétarien, n° 4,
20 novembre 1934

Terrifiant !

Ce projet de loi sur la sécurité intérieure dessine les contours d'une société où les policiers font le travail des juges et peuvent violer en toute impunité les libertés individuelles, où les avocats sont mis en marge, où être pauvre devient un crime et où être simplement suspect devient prétexte à mettre toute personne dans des fichiers de plus en plus tentaculaires.

Le projet de loi ratisse large : il vise les mendiants, les sans-logis, les immigrés, les prostituées, les gens du voyage, etc. Au lieu de répondre à la montée de la misère et des inégalités sociales, le gouvernement choisit de punir les populations les plus précarisées, premières victimes de la fracture sociale.

Dès maintenant, il faut affirmer que ce projet, lié à ceux déjà adoptés au mois d'août ou antérieurement, précipite notre pays vers une République autoritaire.

Le 5 mai 2002, le peuple français a rejeté l'idéologie de Jean-Marie Le Pen. Ce gouvernement n'a pas reçu mandat de mettre en œuvre le programme de celui-ci. La Ligue des droits de l'Homme appelle tous les citoyens et toutes les organisations à se rassembler pour s'opposer aux projets du gouvernement. Il est encore temps de dire non.

Ligue des droits de l'Homme

Le ministère de l'Intérieur a présenté hier au Conseil d'État son projet de loi sur la sécurité intérieure, dont il tente de faire croire qu'il est singulièrement différent de la version précédente, caractéristique d'un Etat policier.

Prétendre que les volontés liberticides du gouvernement se sont atténuées est une grossière manipulation, car le projet actuel n'est qu'un clone de l'ancien, si ce n'est que le texte initial sera désormais partagé en deux, l'un présenté par le ministère de l'Intérieur, l'autre par celui de la Justice.

Au ministère de l'Intérieur, revient l'initiative d'un texte permettant à la police, sans contrôle ni autorisation judiciaire :

– de fouiller un véhicule au simple motif que le conducteur a oublié son permis de conduire ;

– de confisquer les domiciles mobiles, tels que caravane, mobil-homes, dès lors qu'ils sont stationnés sans autorisation publique ou privée ;

– de prélever les empreintes génétiques de toute personne simplement soupçonnée d'un vol, et de les conserver sur un fichier.

Ce projet porte directement atteinte aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et de venir, l'inviolabilité du domicile, l'intimité de la vie privée et la présomption d'innocence.

« Un projet de loi caractéristique d'un État policier ! »

Pourchasser les mendiants, les jeunes, les prostituées et les nomades, et en remplir les prisons, pénaliser le droit à la différence, voilà la tâche prioritaire à laquelle s'attelle M. Sarkozy, digne représentant de cette France d'en haut, qui ne songe qu'à punir quand il faudrait prévenir la misère et la désinsertion sociale.

Au ministère de la Justice, devenu cinquième roue du carrosse, même quand il s'agit d'élaborer des lois pénales, reviendra plus tard le dépècement de la loi sur la présomption d'innocence, sous couvert de lutte contre « la grande criminalité ». Il appartiendra au Garde des Sceaux, en application des instructions qui lui ont été données par le ministre de l'Intérieur, d'étendre les pouvoirs de perquisition de la police dans les domiciles et de marginaliser le rôle de l'avocat et du magistrat, dans le contrôle des gardes à vue, dont il faut rappeler qu'elles sont « un risque non négligeable de violences policières », comme le soulignait le Comité européen de prévention contre la torture.

Le syndicat de la Magistrature condamne des projets qui transforment la démocratie en règne de l'arbitraire.

Syndicat de la Magistrature

Sarkozy applaudi

La sécurité à Melun, c'est doux

Samedi 28 septembre, avant d'aller faire mes courses au marché, je trouve dans le tas de publicités *Melun magazine* n° 26. Joie.

Je vais savoir ce qui se passe près de chez moi, surtout que le sujet est « La sécurité: une priorité à Melun », sur une photo avec un couple de vieux, un panier à salade, un accident de bagnoles et deux jeunes enfants rigolards.

Je feuillette le beau papier glacé qui coûte du pognon pour savoir comment la mairie de Melun lutte contre l'insécurité. Elle a d'abord signé un contrat local de sécurité avec le préfet et le procureur de la République en mai 2001 et qui est complété par un contrat local de sécurité intercommunal avec trois communes voisines. Cela se traduit par :

– le choix par les habitants des tours de la couleur de la peinture des cages d'escalier ;

– des grilles autour de ces mêmes tours ;

– un GPS, quatre caméras et des micros dans chaque bus (le ticket coûte la peau du cul, si en plus on paie pour informer les flics de ce qu'on en fait…) ;

– des caméras vidéo aux endroits stratégiques ;

– la surveillance et le détaggage de la gare (pleine de pas-Français) ;

– plus de 'cipaux à pied, à vélo ou à scooter (pour faire djeunz) pour faire marcher les piétons dans les clous et les automobilistes au tiroir-caisse ;

– la surveillance des entrées et sorties des écoles ;

– l'organisation de la traite des travaux d'intérêt général et des mesures de réparation ;

– le contrôle de la vitesse des péniches sur la Seine.

Cette conception de la sécurité est celle des gens suffisamment riches qui craignent qu'une nuée de paresseux crasseux vienne piquer leur morceau de langouste. Les besoins vitaux sont ignorés : dormir dans son lit, bouffer équilibré, s'habiller même par 35 degrés est tellement évident qu'ils oublient un peu vite que certains ne dorment pas chez eux, ne bouffent pas tous les jours, et ont froid l'hiver.

Et sans oublier le droit de se déplacer librement, de ne pas se faire emmerder par les machos quand on est une femme, de ne pas perdre son boulot, de nourrir ses gosses ou d'exprimer ses opinions par affiche (il n'y a plus un panneau d'affichage libre).

S'il est exact que la sécurité est fondamentale pour le bien-être, les réactionnaires placent les besoins vitaux après les besoins non vitaux – *exit* la sécurité alimentaire –, tout en nous bassinant avec la prise de risque caractérisant ceux « qui en ont », c'est-à-dire les vrais hommes.

Comme si Kessler prenait des risques, lui qui encaisse un maximum de fric et qui a soigneusement calculé le risque qu'il fait porter à la compagnie de réassurance (l'assurance des assureurs, c'est-à-dire en bout de chaîne le cochon de contribuable qui a déjà payé l'assurance).

La liste ci-dessus illustre bien qu'ils mélangent la sécurité avec le sentiment d'insécurité, aggravé par le catastrophisme de TF1, France 2 et j'en passe. Un habitant d'un quartier mort le jour comme la nuit va craindre pour sa télé parce que cette même télé lui a rabâché dix fois de suite le même fait divers qui ne le concerne pas. Les plus apeurés par l'insécurité sont ceux qui ne la vivent pas au quotidien.

Conclusion : la sécurité, c'est quoi ? Pour qui ?

Nicolas
liaison FA Melun

Une seule guerre : la guerre de classe

Le 28 septembre, Londres a vu la plus grande manifestation (de deux cent mille à trois cent mille participants) de protestation contre la guerre annoncée contre l'Irak. Un bloc anticapitaliste important a participé à cette marche, et de nombreux groupes anarchistes y ont déployé toute leur énergie. Parmi eux, *Anarchist Youth Network* (réseau anarchiste de la jeunesse), qui distribua le tract reproduit ici.

Manifestation, le 28 septembre, à Londres.

Royaume-Uni et États-Unis bombardent l'Irak sans cesse depuis la fin de la guerre du Golfe. Et devinez qui souffre de ces bombardements ? Sûrement pas le gouvernement irakien ! Le peuple, oui. Les gens sont tués par Saddam Hussein et sa dictature brutale, et ils sont tués par le Royaume-Uni et les États-Unis.

Nous n'aimons pas Saddam, et il y en a parmi nous qui pensent que, si quelqu'un venait à lui plomber la cervelle, le monde ne s'en porterait que mieux. Ce que nous ne comprenons pas, c'est pourquoi tant de gens sont prêts à soutenir la guerre de George W. Bush et Tony Blair.

Bush et Blair eux-mêmes ne se battront pas, bien sûr. Ils resteront bien au chaud à la maison en envoyant vos frères et sœurs, père et mère, au loin au combat. Les politiciens ne meurent jamais dans les guerres, et même s'ils perdent, presque tous se débrouillent pour en réchapper. Ce sont les prolos comme vous et moi qui meurent par leur faute.

Avez-vous vu les images aux informations des gosses irakiens qui se préparent pour la guerre ? Vous croyez vraiment qu'ils ont envie d'y aller ? Ils savent que quand la guerre éclatera, ils vont tous mourir. Pensez-vous que cela soit juste, simplement parce que Saddam Hussein est un gros paquet de merde ?

Le peuple d'Irak subit l'une des dictatures les plus brutales du monde ; Saddam a même utilisé des armes chimiques contre son propre peuple. Mais ça a l'air un tantinet ridicule de prétendre qu'on va le libérer et de le couvrir de bombes.

Dans toute l'histoire, les gouvernements ont opprimé leur peuple, en ont fait leur chair à canon, et, d'une manière générale, nous ont traités comme de la merde. C'est pourquoi nous proposons la guerre de classe : on se rassemble tous, et on dit à nos patrons et à nos gouvernants d'aller se faire foutre. Le monde serait un bien plus chouette endroit si nous prenions notre vie en main, plutôt que de la laisser entre celles des patrons et des politicards. La guerre ne sert que leurs intérêts.

George W. Bush, avec l'aide de son petit copain Tony Blair, s'en sert pour s'emparer des ressources pétrolières de l'Irak et pour rendre les gens « heureux » sur le sol natal – c'est-à-dire leur donner quelqu'un d'autre à détester que leurs gouvernants. Avez-vous remarqué comment, dans ces situations-là, tout le monde se plie à l'effort de guerre ; comment, tout d'un coup dire, tenez : « Blair est un branleur » devient un acte de haute trahison ?

La guerre, c'est la santé de l'État. Le seul moyen de briser ce cercle vicieux où guerre, pauvreté et crime sont encouragés par les conditions économiques et de s'organiser, se bouger le cul et foutre tout ça en l'air. Si la guerre c'est la santé de l'État, la guerre de classe, c'est la santé du peuple.

Anarchist Youth Network
Source : Freedom, *5 octobre 2002*

Freedom, anarchist fortnightly
84b Whitechapel High Street
London E1 7QX
FreedomCopy@aol.com

Serbie

Direktna Akcija a besoin de soutien

Chers amis,

Ceci est un appel à la solidarité de l'Initiative pour des anarcho-syndicats (IAS), seul groupe anarchiste et anarcho-syndicaliste organisé de Serbie. Notre groupe a commencé à publier son magazine de propagande Direktna Akcija *(Action directe) le 1er mai 2002. Nous tirons notre magazine à 2 000 exemplaires, ce qui nous coûte 310 euros par numéro. Or, comme le salaire moyen en Serbie est de moins de 100 euros, c'est une très forte somme pour nous. Nous diffusons notre magazine gratuitement parce que nous considérions comme indécent de le vendre aux ouvriers de l'industrie (là où nous distribuons le plus de* DA*) qui ont déjà des salaires insuffisants pour vivre. Notre magazine est le seul mensuel anarchiste de toute l'ex-Yougoslavie, et il est lu dans toutes les Républiques qui la composaient.*

Cinq cents exemplaires de notre magazine sont ainsi envoyés et distribués à des anarchistes et militants de Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine et de Macédoine. Les sujets que nous traitons (de façon sérieuse, ce qui doit être la première fois depuis 90 ans ici) dans notre magazine sont l'anarcho-syndicalisme, la grève générale, le sabotage, l'histoire du 1er mai, la globalisation économique, l'abolition du travail aliéné, l'autogestion, l'objection de conscience totale, etc.. Et il est important de dire que nous avons de grands encouragements des personnes qui lisent DA.

Le premier numéro de notre magazine a pu être sorti grâce à l'aide de groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes du monde entier, et nous leur en sommes très reconnaissants, mais depuis toutes les dépenses sont couvertes par les dons de nos militants. Actuellement, la situation est telle que certains de nos membres doivent vendre leurs biens pour maintenir la parution mensuelle de notre magazine. C'est pour cela que nous souhaitons demander aux groupes et individus anarchistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires du monde entier qui le peuvent, de nous apporter un soutien financier. Pour plus de détails sur les moyens de nous envoyer de l'argent, merci de contacter le comité de rédaction de notre magazine à l'adresse suivante : da@inicijativa.org.

Nous pensons que poursuivre la publication régulière de DA *est d'une grande importance pour l'ensemble du mouvement anarchiste en ex-Yougoslavie et nous espérons que vous pourrez nous aider pour cela. Meilleures salutations anarchistes,*

IAS,
Initiative pour des anarcho-syndicats

Extrait de *HOBOCTb* (prononcez, toujours, *Novosty*) n° 7, septembre 2002
***HOBOCTb*, c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex**

Genres identité masculine et domination politique, économique et sociale

L'**ORIGINALITÉ** idéologique de l'anarchisme, tout à la fois comme matrice d'analyse de la société et comme projet social global, accompagné de dynamiques des luttes pour y parvenir, c'est de considérer la société à travers le prisme des rapports de domination et de l'idée d'appropriation. Domination, propriété, ces deux fondements de la société qui nous oppriment et nous aliènent se retrouvent dans trois champs essentiels : les rapports économiques (la société de classe, mais aussi l'exploitation « genrée » que représente le travail domestique gratuit de nombre de femmes), sociaux (comportements, relations affectives et sexuelles, question du pouvoir et de position sociale des hommes et des femmes, racisme, âgisme, etc., normativité, homophobie et hétéronormativité), politiques (hiérarchie, parodie de la « démocratie représentative », sans contrôle direct ni révocabilité des mandatés, donc appropriation de la gestion sociétale par une classe bourgeoise ou bureaucratique, et un genre – le genre masculin, construction sociale, autoritarisme).

À cette société de domination et d'appropriation, qui nous opprime et nous aliène dans tous les champs de notre vie, nous opposons un projet social et sociétal fondé sur les idées essentielles de liberté et d'égalité sociale, politique et économique, c'est-à-dire l'accès égal aux richesses et aux décisions gestionnaires au travers de la démocratie directe et du fédéralisme libertaire, la libre fédération des individus, mais également la construction de rapports égaux entre tous et toutes, que ceux-ci se matérialisent à l'échelle « sociétale » ou interpersonnelle.

Notre analyse politique et sociale, mais aussi les moyens nécessaires pour parvenir à faire avancer et à atteindre notre émancipation totale, s'attachent à identifier les systèmes de domination et d'appropriation à l'œuvre au niveau social, leur caractère déterminant dans les identités et les rapports sociaux, afin d'agir sur ceux-ci au moyen de l'action directe, à l'échelle individuelle et collective, ne peut faire l'économie d'une analyse de genre sous un angle antipatriarcal.[1]

Le genre, autrement appelé « sexe social », recoupe l'identité construite par l'environnement social des individus, c'est-à-dire la « masculinité » ou la « féminité », que nous considérons non pas comme des données « naturelles »[2], mais le résultat de mécanisme extrêmement fort de construction et de reproduction à l'échelle sociale, au travers de l'éducation[3]. Pour citer Simone de Beauvoir : « On ne naît pas femme, on le devient » sous l'influence de l'éducation patriarcale. Dès lors, cette constatation est valable également pour nous les hommes : « On ne naît pas homme, on le devient », et c'est à travers toute une éducation, composée de rituels d'intégration de la norme masculine, que nous façonnons notre identité masculine, que nous en venons à assumer dans la société une fonction de reproduction de la domination. Cette identité masculine, si elle nous assure de fait une position de pouvoir, en ce qu'elle contribue à l'oppression des femmes, dont nous bénéficions au final même malgré nous, nous aliène[4] c'est-à-dire qu'elle nous dépossède de notre contrôle sur nous-mêmes, qu'elle nous empêche de nous réaliser en **Suite en page 8**

« Les femmes dans la guerre. Nous ne pouvons vaincre sans elles »

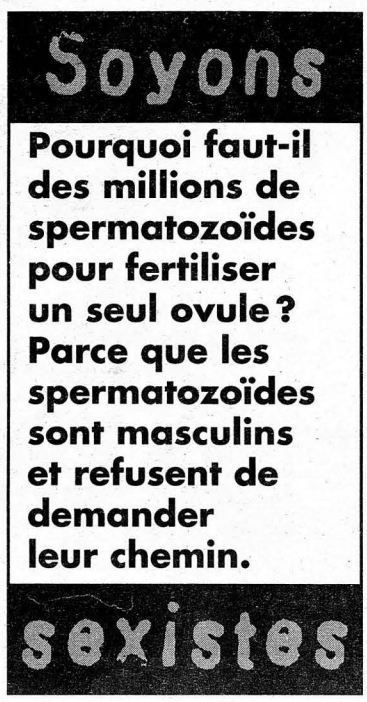
Suite de la page 7

tant qu'individu, en ce que nos désirs, notre identité sont écrasés et comprimés par le cadre étroit de la norme sociale, que l'on ne doit pas transgresser, sous peine de stigmatisation sociale[5], voire de violence physique.[6] Nous intégrons un rôle actif et expansif, par la valorisation de notre dynamisme qui se fait au détriment des filles que nous privons de ce fait d'espace dans les cours d'école, elles qui sont reléguées sur le bas-côté alors que nous occupons le centre du terrain.

Gare à ceux qui transgressent et jouent à des « jeux de filles »: ils seront remis dans le droit chemin par les moqueries de leurs pairs et par celles des adultes. Nous intégrons cette idée aux conséquences destructrices, que le petit garçon, comme plus tard l'homme, ne montre pas ses sentiments, ne les partage pas, ne pleure pas, ce qui est considéré comme une faiblesse, quand cela est accepté pour les filles dans la même perspective. Non, le règne du « même pas mal » s'impose, où le petit garçon « chuineur » se verra remettre dans le droit chemin par: « Un homme ne pleure pas » ou encore par une baffe. Plus tard, dans ses relations affectives, ce même petit garçon, reproduira ce tabou, ce qui aura pour effet très concret de maintenir des situations de domination par le non-dit: nous n'avons pas été éduqués de la même manière que les femmes quant à notre approche du relationnel et de la sexualité: le plus souvent l'initiation que nous subissons se fait au travers de représentations sociales qui n'ont rien à voir avec la réalité. Nous projetons dans nos relations notre propre façon d'appréhender celles-ci, souvent très marquée par l'identité masculine et les stigmates de la domination. Nous projetons sur les femmes notre manière – masculine – de vivre les relations, manière souvent guerrière, centrée autour de la satisfaction de notre propre désir, par-dessus la réalisation des désirs de l'autre. Nous vivons souvent, du fait de la construction de la sexualité masculine à l'adolescence aux manière de rites collectifs et guerrier, notre désir comme devant obtenir satisfaction à tout prix, quels que soient les dégâts pour le ou la partenaire. C'est le règne de la pulsion, quand une remise en cause de cette construction identitaire nous prouve bien que nous pouvons maîtriser nos désirs[7], pour faire d'une relation une relation égalitaire et partagée, pour prendre en compte les désirs et les non-désirs de l'autre. Car, remettre en cause cette manière de vivre la sexualité, le diktat du désir masculin, c'est remettre en cause un fondement social essentiel du viol, cette objéification barbare[8] et absolue de l'autre au service du désir masculin. Remettre en cause ce diktat du désir masculin, c'est aussi, dans une relation hétérosexuelle, remettre en cause une sexualité centrée autour de l'éjaculation, donc de « l'orgasme masculin »[9]. C'est prendre donc en compte le plaisir de la partenaire, c'est vivre la sexualité comme un partage, et non comme l'assouvissement mécanique d'un seul désir avec comme corollaire l'objéification et la passivité de l'autre, la négation de ses intérêts et de son plaisir et ses envies.

Rompre également le silence dans le relationnel et la sexualité, ce silence sur nous-mêmes, sur l'autre, et sur la relation que nous avons intégrée à grand renfort d'images et de représentation de « l'homme fort » qui ne se confie pas, c'est rompre avec un des éléments essentiels, qui maintient dans les relations une situation de domination, car ce dialogue peut nous aider à déconstruire nos représentations masculines d'une sexualité épanouie, représentations bien souvent erronées car normées hors de la prise en compte de l'intérêt des femmes, et perpétuant de fait un mode relationnel opprimant pour les femmes, aliénant pour hommes et femmes et qui nous empêche de nous réaliser pleinement en tant qu'individus, qui empêche les femmes de se réaliser elles-mêmes en tant qu'individu, dans le relationnel, donc qui nous empêche de nous réaliser dans nos relations entre hommes et femmes, qu'il s'agisse de relations affectives « amicales » ou « amoureuses ».[10]

La construction de l'identité masculine, au travers de l'éducation, au-delà de l'intégration de la notion de virilité, de l'image de l'homme fort qui ne partage pas ses sentiments, de la notion du diktat du désir masculin dans la sexualité, se fait également dans le rapport au travail domestique, ce qui a pour conséquence immédiate et matérielle, dans une très grande majorité de cas, l'exploitation des femmes et de leur travail, dont le caractère gratuit est d'ailleurs un des fondements essentiels de survie du capitalisme par la compression du coût global du travail, tout autant qu'il bénéficie aux hommes. Nous sommes construits en tant qu'hommes[11] dans la passivité face à ces taches: nous sommes, comme le constataient nombre de féministes, construits autour du mode curatif quand les femmes le sont autour du mode préventif. En clair, nous nettoyons quand cela est sale de manière évidente, les femmes nettoient avant que cela ne le devienne... La conséquence matérielle de cette situation, intégrée à grand renfort d'éducation (pub, non-participation des pères au ménage, sauf exception et de manière très irrégulière, par à-coups), c'est que l'échelonnement de ces attitudes dans le temps implique que ce sont systématiquement les femmes qui interviennent les premières dans le ménage, rendant caduque la participation masculine, qui attend la matérialisation de la saleté pour s'exprimer, ce qui finalement revient à ne rien faire ou à ne faire qu'exceptionnellement. Ce construit à donc pour conséquence l'exploitation économique des femmes par les hommes autour de ce travail.[12]



Un dernier élément de cette construction de l'identité masculine s'exprime dans notre rapport à la sphère publique, et donc à la parole. Nous apprenons à nous imposer dans la sphère collective en haussant la voix (ce qui n'a pas toujours été facile pour moi et qui est loin d'être aisé pour tout le monde), nous apprenons à nous couper la parole, nous intégrons un mode d'expression fondé sur la conflictualité, ce qui exclut souvent de fait les femmes. Cette réalité a des implication y compris dans les groupes politiques, dont les groupes anarchistes. Ce rapport à la parole et à la sphère publique, excluant, marginalise les femmes qui représentent pourtant la majorité de la population alors qu'elles ne représentent souvent qu'une faible part des organisations politiques, mêmes des plus révolutionnaires. Si nous n'avons pas toujours les moyens de contrebalancer cette tendance à l'échelle sociale, nous devons créer les conditions d'accès à la parole pour les femmes, en remettant en cause notre façon d'occuper la sphère publique et communicationnelle. Il faut savoir nous taire, ce qui n'est pas évident (et je suis bien placé pour le savoir, n'étant de loin pas toujours à la hauteur de cette aspiration). C'est une des conditions essentielles de développement d'un mouvement révolutionnaire de masse (qui ne saurait être de masse en excluant de la participation toute une moitié de la population), et donc de perspectives de transformation sociale.

Tenter de déconstruire notre identité[13] dans ce qu'elle a de génératrice de domination et d'oppression, se réapproprier notre individualité dont nous avons été dépossédé par cette intégration d'une norme masculine, tels sont quelques-uns des enjeux essentiels pour construire une société débarrassée de toute domination. Si nous ne pouvons pas rejeter au lendemain du Grand Soir cet effort en estimant que tout ira bien après la révolution, nous devons, tout en agissant ici et maintenant à l'échelle individuelle, agir à l'échelle collective, sociale et sociétale, car nous savons que les constructions individuelles sont le résultat de tendance et de système sociaux.

Seul un changement radical, révolutionnaire des fondements de la société (qui ne se réduira pas à la seule modification des rapports économiques), accompagné par une déconstruction individuelle des identités genrées (masculines et féminines) nous permettra d'en finir définitivement avec le patriarcat. Nous avons notre rôle à jouer dans la lutte contre le patriarcat, au travers de la lutte contre l'identité masculine (une lutte difficile car elle s'attaque à notre identité, l'une des choses les plus douloureuses à déconstruire, mais avec les conséquences les plus libératoires), mais nous devons nous garder d'empiéter sur l'autonomie de la lutte des femmes, car le respect de l'autonomie des luttes menées par les opprimé(e)s est un des fondements de l'idée et de la pratique anarchistes et un des garants des intérêts des opprimées et de leur prise en charge par l'action directe de leurs luttes, donc de la finalité libertaire de celles-ci.

Sam

groupe Durruti, Lyon

1. Pour faire très court, le patriarcat est le système qui organise la domination du genre masculin (sexe social) sur le genre féminin. Le sexisme n'est que la matérialisation de ce système (au même titre que la société de classe est la matérialisation du système capitaliste). Cette domination se traduit par l'appropriation de la plupart des postes de pouvoir par les hommes, par une domination dans le cadre familial et relationnel, y compris dans la sexualité, par l'exploitation du travail gratuit des femmes dans la sphère domestique, par l'inégalité des salaires et des statuts.

2. La « nature » est un concept dont la validité est relative, voire nulle, surtout en ce qui concerne l'identité et les rapports sociaux. Ce concept a trop souvent été utilisé pour justifier les dominations les plus barbares, quand celles-ci étaient d'origine sociale. L'inné est dérisoire face à l'acquis, « l'inné » ne prenant d'ailleurs lui-même un sens que par rapport à l'acquis. Il est dès lors possible d'agir sur tous les champs de la construction sociale et culturelle, mais cette action doit se faire à l'échelle individuelle et collective en même temps: agir sur le tout pour changer la partie, agir sur la partie pour changer le tout.

3. Entendue au sens large: éducation familiale, scolaire, mais aussi intégration des valeurs dominantes à l'échelle sociale, à leur contact.

4. Le patriarcat aliène et opprime les femmes, tout en aliénant les hommes qui bénéficient de l'oppression des femmes. C'est cette réalité qui nous contraint, si nous voulons faire une analyse politique pertinente, à rejoindre l'analyse féministe et à rejeter un « antisexisme » renvoyant dos à dos hommes et femmes en leur donnant une responsabilité égale dans la situation. En tant qu'hommes, nous bénéficions – bien que pour certains nous le rejetions – de fait de cette domination. C'est de cette position sociale que nous devons élaborer nos analyses et nos interventions, sous peine de reproduire et perpétuer cette réalité oppressive. C'est en comprenant que nous occupons à la fois dans cette société une position de dominés (en terme de position de classe) et de dominant (en terme de genre), que nous ferons durablement trembler l'édifice de la domination, rejetant le manichéisme bien confortable du « c'est les autres les salauds »... Ce qui ne signifie pas nier la réalité de classe, mais la compléter par la constatation d'une réalité de genre, avec exploitation, par exemple du travail gratuit domestique. Voir l'article tiré de *Ruptures,* de Michel Nestor, publié dans *le Monde libertaire* hors-série de cet été.

5. Les qualificatifs sont variés: « Tapettes, etc. » pour qui ose ne pas limiter son identité et ses comportements à l'horizon « indépassable » de la masculinité, de la virilité et de ce qui est autorisé.

6. Les violences homophobes, ainsi que les violences entre hommes qui établissent une stricte hiérarchie au sein du genre masculin, autour de la notion de « forts » et de « faibles », ces violences qui ont pour but de faire intégrer la virilité masculine, garante de la reproduction de l'ordre patriarcal. C'est un système hiérarchique au plus haut degré qui s'installe et se développe de cette façon, en broyant les aspirations à vivre différemment de nombre d'individus hommes.

7. Ce qui ne signifie pas ne pas en avoir. Il ne s'agit pas d'une approche culpabilisatrice de type judéo-chrétien, mais d'une conception anarchiste et non libérale de la liberté, c'est-à-dire que nous prenons en compte l'impact de nos comportements sur l'autre et que nous ne faisons pas passer notre individualité avant tout au détriment des intérêts de l'autre: la liberté de l'autre, son épanouissement sont les garants de notre liberté et de notre épanouissement personnel.

8. Le caractère barbare du viol ne signifie pas que celui-ci ne soit le fait de « monstres ». La réalité c'est que celui-ci est trop souvent le fait d'hommes au départ tout à fait « ordinaires ». Le viol n'est que le produit extrême de la logique patriarcale, de la construction sociale et sexuelle de la masculinité autour du diktat de la « pulsion » masculine et de l'objéification de l'autre à fin d'assouvissement sexuel. La majorité des violeurs font partie de l'environnement proche des victimes, amis, partenaires... J'ai moi-même connu un garçon tout à fait « ordinaire », charismatique, qui a commis un viol sur une amie. La réaction de l'environnement a été – rajoutant encore plus à la violence insoutenable de l'acte – l'incrédulité face aux déclarations de la victime. « On » ne pouvait concevoir que cette personne connue et reconnue ait pu faire une telle chose. Eh bien si, et c'est précisément ce qui fait du viol un pur produit du patriarcat et de la construction masculine. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la phrase féministe souvent mal comprise: « Les hommes sont tous des violeurs potentiels », c'est-à- dire que n'importe quel homme, comme conséquence de la logique patriarcale qui a construit son identité et sa sexualité, peut être conduit à commettre cet acte. Après, son individualité – nous ne sommes pas des robots sociaux – contrebalance cette tendance sociale et, en tant qu'hommes, la déconstruction de notre identité masculine, le questionnement de nos pratiques sexuelles, le dialogue et le partage de nos difficultés pour mieux arriver à déconstruire celles-ci sont les meilleurs garde-fous face à cette éventualité.

9. Le plaisir masculin étant d'ailleurs ici singulièrement ratiboisé pour être concentré dans cet instant, écartant tout autre forme de plaisir lié aux caresses et au partage.

10. Ces deux concepts sont à questionner en tant que modes relationnels distincts et imperméable, mais ce sera l'objet d'un autre article. Voir, *Au-delà du personnel,* de Corinne Monnet et Léo Vidal, aux éditions ACL.

11. Il convient de préciser, que, comme ce qui précède, il s'agit de « tendances » sociales, vérifiées statistiquement. Nul besoin de brandir telle ou telle exception à la règle, le caractère largement minoritaire de celles-ci explique qu'elles ne remettent pas en cause le raisonnement global.

12. À ce titre, mon expérience personnelle en collocation est évocatrice. Après un mois et demi d'abandon collectif du ménage, ce sont bien entendu les filles qui ont craqué, les premières... et ont fait les courses et le ménage... Jusqu'à ce qu'elles nous mettent devant nos responsabilités, en pointant le décalage entre notre discours antisexiste... et la pratique, triste rappel à la réalité. C'est à ce moment-là en partie que j'ai compris que le discours, s'il n'est pas suivi d'actes, ne signifie pas grand-chose et que j'ai commencé à remettre en cause l'idée que « si je suis anarchiste, je suis forcément antisexiste » (en théorie oui, mais pas dans les actes. C'est une des raisons pour lesquelles j'habite tout seul).

13. Il ne s'agit pas d'autoflagellation, pleurer sur sa situation de dominant en répétant: « Je suis un salaud », sans rien faire ne sert à rien. Non, il faut identifier les problèmes, même, et surtout, ceux qui tranchent le plus douloureusement avec notre exigence égalitaire, et agir.

La guerre nouvelle est arrivée !

« Objectif zéro mort » (chez nous)

Il n'y a qu'une seule façon de faire la guerre : la sale.
Cavanna, quand il était jeune

La raison du plus fort est toujours la meilleure.
La Fontaine

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.
Le bon sens populaire

JULY n'a pas mâché ses mots dans son éditorial (*Libération* du 11 septembre 2002) : « Oui à la guerre (contre l'Irak) de 1991, non à celle de 2002 ! » Parions qu'une fois la guerre commencée, il se trouvera de bonnes raisons pour ramer dans le sens du courant ! Ce genre de revirement éclair serait tout à fait dans sa manière – et dans celle des journalistes en général. Puisque ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs...

En attendant, la perspective d'une intervention en Irak ne suscite pas le même consensus que pour le Kosovo ou l'Afghanistan. N'empêche. L'antimilitarisme est carrément passé de mode. Tous médias confondus, ou presque, on ergote, on justifie ou on regrette mollement, on y pense... et puis on oublie. L'intendance suit sans discuter, reprenant à son compte une morale furieusement « tendance » : la guerre, remède miracle à l'oppression ! La morale, en général, c'est bien quand ça ne coûte pas cher, ou quand ce sont les autres qui payent. Et pour un gouvernement, c'est surtout bien quand ça rapporte.

Seule une poignée d'irréductibles ne désarme pas : non, la guerre n'est pas une solution à quelque problème que ce soit, jamais, nulle part, d'aucune façon ! Le remède est pire que le mal, cela se vérifie toujours ! Mais où sont passés les antimilitaristes radicaux, si nombreux et si virulents il y a seulement trente ans ?

Question d'air du temps, en partie. Les positions radicales (en général) ne sont plus trop au goût du jour. Tout se tolère, tout se discute, parfois même à gauche de la gauche ! Mais je crois aussi que les trois derniers conflits mondiaux ont beaucoup aggravé les choses. Chacun d'entre eux constituant un nouveau palier vers le consentement, plus ou moins enthousiaste, aux méfaits des grandes puissances.

Un des jouets de l'armée française, en pleine action.

Rappelez-vous ce jour d'octobre 1991. Au petit matin, réveil glauque... Tous les journaux titraient : « La guerre ! » Dans les rues, les bars, au travail, les gens faisaient vraiment la gueule. Pour les jeunes, c'était la première fois que leur pays se trouvait directement impliqué dans une guerre. Pour les plus âgés, ça devait rappeler de mauvais souvenirs.

Personne ne pouvait imaginer ce qui, aujourd'hui, semble évident à tout le monde : on peut participer à une guerre sans trop de conséquences visibles pour notre petite nation personnelle. Mais en 1991, la parano allait bon train : et si on envoyait des appelés ? Si « les Arabes » voulaient se venger chez nous, en posant des bombes, par exemple ? Et si la France se trouvait plongée dans un marasme économique sans précédent ? Si le conflit devait s'étendre à tout le monde arabe ?

Les médias surfaient joyeusement sur cette inquiétude générale. Les reportages rivalisaient d'informations catastrophistes : l'Irak disposait d'armes quasi surnaturelles, que leur chef, fou et sanguinaire, bouillait d'envie d'utiliser ! « Et si l'Irak gagnait la guerre ? », suggérait même un magazine. Les journaux, la télévision, les radios avaient ordre officiel d'autocensure. Défense de programmer des films ou des chansons pacifistes, ou pouvant inciter à des actions terroristes (comme la « Bombe humaine », de Téléphone !), défense de montrer des images trop explicites ou de vanter l'insoumission... Ce qui soulignait et dramatisait encore plus l'état de guerre. Les restaurants étaient déserts, plus personne n'allait au spectacle. La trouille au ventre, pas le moral.

Le soulagement qui suivit le déclenchement des hostilités fut à la mesure de cette peur, savamment orchestrée par le pouvoir et les médias. On craignait de voir débouler des images traumatisantes, comme au Vietnam. Ouf, fausse alerte ! C'était la première fois qu'on nous faisait le coup des « frappes chirurgicales ». Quoi, on s'était fait tant de bile pour ça ? Un pauvre feu d'artifice sur un jeu vidéo ?

On découvrait, émerveillés, que rien ici n'avait changé. Pas d'attentats. Pas de crash boursier. Presque pas de morts occidentaux. Les Irakiens, bof... C'est bien loin, et puis, ils ont l'habitude d'en baver, dans ce genre de bled paumé... Alors, un peu plus, un peu moins ! Au lendemain du cessez-le-feu (très relatif pour l'Irak !), une conclusion s'imposait : la guerre, au fond, ça ne mange pas de pain.

Une fois la fièvre retombée, la presse se décida enfin à révéler divers mensonges : « Eh non, les soldats irakiens ne flanquaient pas les prématurés koweïtiens par terre pour s'emparer de leurs couveuses. Ce n'était qu'un sketch joué par des acteurs, réalisé par une agence de communication à la demande du gouvernement américain ! » Au lieu de hurler au scandale, on se contenta de grommeler : « Ah oui, quand même, ils exagèrent... Mais bon, ce qui est fait est fait, à quoi bon revenir là-dessus ? »

Déjà, pour les antimilitaristes (de principe, pas de circonstances !), une question se profilait : si le gouvernement avait envoyé des appelés... S'ils étaient revenus traumatisés, mutilés ou les pieds devant... Si le moindre petit attentat avait été commis en France... Si une baisse importante de niveau de vie avait suivi la guerre... Bref, si nous même avions dû subir le quart du tiers des avatars endurés par les Irakiens, n'aurions-nous pas pu constater un regain d'antimilitarisme parmi nos concitoyens ?

Les pires soupçons se confirmèrent pendant la guerre au Kosovo. Bien sûr, je ne me souviens pas avoir vu des millions de manifestants réclamant une intervention militaire. Mais puisque de toute façon, on ne nous demandait que de faire la claque une fois la décision prise : « Les Serbes massacrent les Kosovars ? Y'a qu'à leur foutre sur la gueule ! Pour ce que ça coûte, ça serait dommage de s'en priver. » Surprise, même *Charlie Hebdo* se fit le relais de la propagande de l'Otan. Ceux qui se posaient des questions se faisaient traiter de collabos. Seul contre tous ses collègues, ou presque, Charb assenait chaque semaine de forts arguments pacifistes.[1]

On nous resservait bel et bien la même soupe que la première fois (frappes chirurgicales, promesse d'épargner les civils, puis bavures-mille-pardons-mais-c'est-pour-leur-bien, etc.), assortie de l'argument choc : Milosevic égale Hitler, il faut à tout prix intervenir avant un nouveau génocide. Grossier, mais follement efficace pour vaincre les dernières réticences. Hitler,

Suite page 10

Suite de la page 9

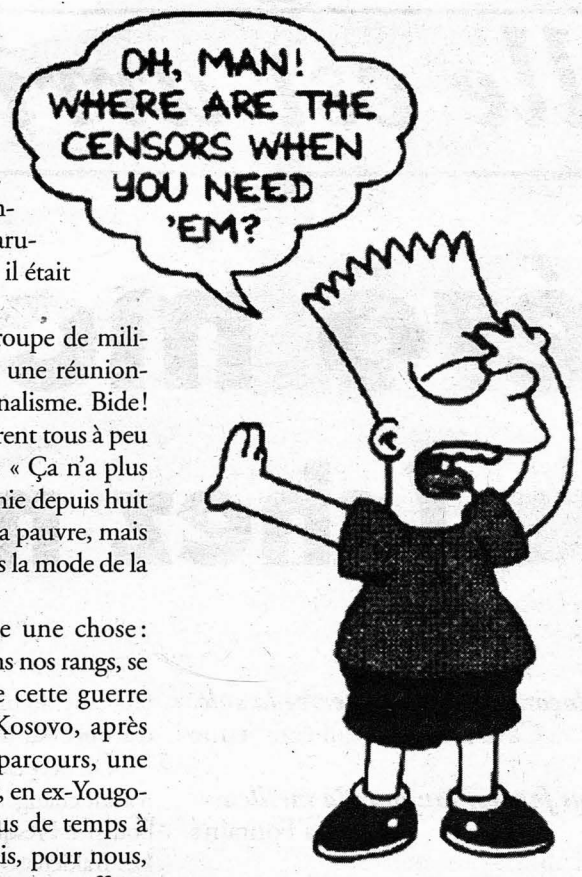
génocide: deux mots qui ont toujours eu le don de paralyser toute réflexion. Quand les mobiles et les mensonges des belligérants apparurent un peu plus clairement, il était trop tard une fois de plus!

À cette époque, notre groupe de militants FA décida d'organiser une réunion-débat sur le thème du nationalisme. Bide! Les participants potentiels firent tous à peu près le même commentaire: « Ça n'a plus aucun intérêt, la guerre est finie depuis huit jours... » Sous-entendu: « Ma pauvre, mais t'es complètement *out,* tu suis la mode de la semaine dernière! »

Ce qui signifiait encore une chose: beaucoup de gens, même dans nos rangs, se figuraient sincèrement que cette guerre serait la der des ders! Le Kosovo, après l'Irak? Deux accidents de parcours, une simple coïncidence. Bien sûr, en ex-Yougoslavie, la guerre mettrait plus de temps à être aussi bien digérée... Mais, pour nous, une demi-heure après, c'était une affaire enterrée. L'idée s'installait pour de bon: la guerre, au fond, c'est pas si grave quand ça se déroule loin de chez nous.

Le conflit en Afghanistan a engendré plus de malaise. Déjà, Ben Laden dans le rôle d'Hitler, et les Américains dans celui des victimes de l'Holocauste faisaient un peu erreur de casting. Pour justifier les morts de civils en Afghanistan, il fallait trouver mieux que la vengeance ou la lutte contre le terrorisme. Tir rapidement rectifié: « Et les pauvres Afghans opprimés par les talibans, si on allait les secourir? » « Ah bon d'accord, comme ça, ça va. Mais vous aviez encore juré qu'il n'y aurait pas de victimes civiles et, dès le premier jour, il y en a eues? Bah, au fond, vous avez raison, "On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs!".»

Évidemment, c'est plus facile d'afficher ce beau fatalisme quand on n'est pas dans la peau des œufs en question... Donc, dans la continuité des deux premiers conflits, la guerre, si honnie dans le principe, fut accueillie une fois de plus avec une bienveillante tolérance. Un peu de baratin, joliment enrobé par les pensouilleurs de service, et hop! le tour était joué. Enfin, quand j'écris « un peu de baratin »... C'est vrai qu'on a mis le paquet pour faire avaler la pilule. Mais elle est d'autant plus facile à avaler que pour résumer mon point de vue, le gros de la troupe s'en fout un peu. Si les journalistes de *Charlie Hebdo* avaient pu craindre qu'un ami, un fils, un frère... puisse faire les frais de ces conflits, ils auraient peut-être été moins ardents à applaudir l'intervention. Effet pervers de la fin du service militaire?



« Où sont donc les censeurs quand on a besoin d'eux? »

Entendons-nous: je ne vais pas nier que ce qui nous arrive en propre nous touche toujours davantage. Ce que je reproche à ces « nouveaux militaristes », c'est d'abdiquer toute réflexion, tout sens critique face à une propagande grossière. Avec la bonne conscience en prime: volons militairement au secours des opprimés, la main sur le cœur, l'injure à la plume pour ceux qui oseraient émettre un doute! Le pouvoir et la majorité sont avec nous, et puisque l'armée de métier a remplacé l'armée de conscrits, rassurons-nous: aucune « gueule cassée » ne viendra casser la nôtre pour avoir conseillé de partir la fleur au fusil!

Sylvie Picard
groupe Élisée-Reclus d'Ivry-sur-Seine

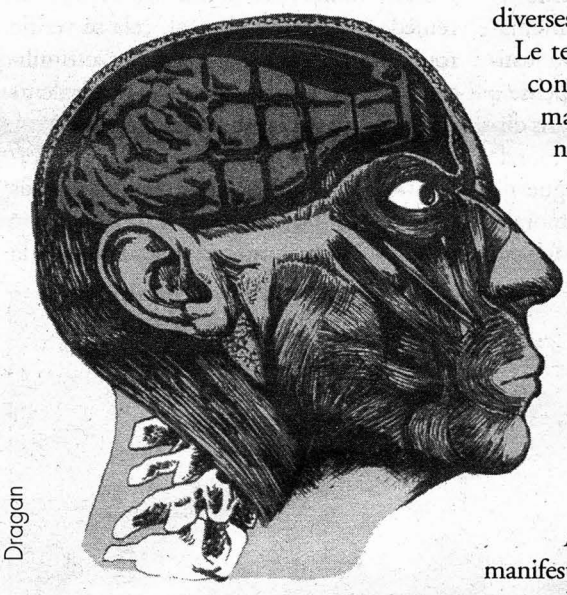
1 Pour avoir la liste édifiante des libertaires et rebelles en peau de lapin qui se rallièrent à la politique de l'Otan pendant la guerre au Kosovo, je conseille vivement la lecture de *Dommages de guerre* de Claude Guillon (en vente à Publico) par ailleurs, excellent pamphlet contre cette guerre, et toutes les guerres, qui démonte les mécanismes de la propagande militariste.

Le patriotisme ne tue plus... Hélas?

1999: La guerre au Kosovo

Antimilitaristes toujours! Même en temps de guerre?

Aux frontières du Kosovo, enfin repéré sur un Atlas, des journalistes débarquèrent. Ils découvrirent d'immenses tragédies humaines, ces odieux déplacements forcés de populations qui sont le « propre » des guerres. Ils ne purent que s'offusquer: de telles atrocités se déroulaient « à nos portes », celles dont nous ne franchissions plus guère le seuil. Ils clamèrent l'urgence d'une « ingérence humanitaire », ils associèrent leurs journaux à des collectes, affichèrent des numéros verts, se sentirent confortés par des sondages, image instantanée d'une opinion confectionnée par des images. Armés de notre générosité et de nos dons, ils poussèrent l'avantage, réclamèrent la guerre terrestre qui seule libérerait ces foules errantes, « cette femme, cet homme, cet enfant à la peau blanche », « la petite fille de cinq à six ans qui écrasait son visage en pleurs sur la vitre arrière d'un car »[1]. En vérité, ce n'était ni la couleur de la peau ni les larmes de l'enfance qui comptaient. Mais les déportés erraient devant nos caméras. Et nous, nous sommes si bons.



Dragan

Dans leur petit livre[2], deux journalistes du *Monde diplomatique* se livraient à une intéressante et nécessaire critique des médias lors de cette guerre. Cette relecture des médias, après guerre, ne faisait que mettre en évidence comment ceux-ci se firent le fidèle relais de l'Otan et fabriquèrent l'opinion...

Claude Guillon, qui n'est pas un écrivain et un libertaire connu pour sa recherche du consensus, prit sa plume pour revenir (entre autres) sur l'attitude du mouvement libertaire pendant la guerre en ex-Yougoslavie[3] « Marre des donneurs de leçons! », dirent certains. Mais l'épisode de cette guerre nous oblige à constater que de leçons, le mouvement libertaire, pour une partie, n'avait alors pas retenu celles de la guerre de 14-18 qui vit des anarchistes, derrière Kropotkine, signer un appel militariste. Déjà, il fallait combattre la barbarie... Certes, il y eut encore plus d'anarchistes pour affirmer, avec Malatesta, l'internationalisme face à la guerre. Un débat qu'il convient de redécouvrir dans *Increvables anarchistes,* n° 3[4] qui présente les textes de Malatesta et de Kropotkine notamment. Un débat aussi vieux que le capitalisme et la guerre... C'est-à-dire d'une actualité brûlante!

Le propos de Claude Guillon, s'il est dérangeant, ne semble pas dicté par un souci de régler des comptes. Les libertaires demeurent ses camarades, et ce que l'on sent à travers les lignes, c'est sans doute la colère, mais aussi la tristesse. Claude Guillon a voulu laisser une trace écrite de ce qu'il ressentait comme une honte et une défaite du mouvement libertaire. « Cette défaite ne cessera d'être honteuse que si elle est comprise et critiquée. Il était donc nécessaire d'en conserver la trace. »

Cependant, dès le début du conflit, une des composantes de ce mouvement libertaire – la Fédération anarchiste[5] – développa à travers des réunions publiques, des rassemblements, des collages d'affiches ou dans les colonnes du *Monde libertaire* des prises de positions antimilitaristes et internationalistes. Mais il fallait que naisse une large opposition à la guerre. Le mouvement libertaire, pensais-je, devait impulser cette opposition. Au lieu de cela, se succédèrent des silences gênés ou l'expression d'opinions diverses, c'est-à-dire parfois militaristes...

Le temps passait... La FA lors de son congrès décida à l'unanimité d'une manifestation et d'une campagne nationale. Un appel à manifester fut lancé. Celui-ci, croyais-je, devait, bien que trop tardivement, provoquer le repositionnement du mouvement libertaire sur des bases antimilitaristes. Lors d'une émission sur Radio libertaire, et après lecture de cet appel, je concluais que tout le monde pouvait se positionner facilement et clairement sur la base de ce texte. Seule la CNT-AIT[6] rejoindra officiellement la manifestation de la FA, même si l'on vit des camarades d'autres groupes et organisations présents à titre individuel. Le mouvement libertaire était en partie « ailleurs », et la Fédération anarchiste, ainsi que les camarades et sympathisants présents, paraissaient autant isolés que déterminés.

Lorsque l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) lança dans la nuit du 23 au 24 mars 1999 une guerre aérienne contre la Yougoslavie, des anarchistes et une partie du mouvement libertaire déposèrent les armes de la critique, victimes du bombardement médiatique...

Laurent Fouillard

1. Respectivement Françoise Giroud et Jacques Julliard dans *Le Nouvel Observateur,* 15 avril 1999.

2. *L'opinion ça se travaille..., Les médias, l'Otan et la guerre du Kosovo,* Dominique Vidal et Serge Halimi, Agone éditeur, 9 euros. En vente à Publico.

3. *Dommages de guerre, [Paris-Pristina-Belgrade-1999],* Claude Guillon. Éditions l'Insomniaque. 7,60 euros. En vente à Publico. Le chapitre III du livre « Réalisme et résignation » est consacré largement au problèmes des libertaires face à la guerre, mais l'ouvrage traite aussi des divers positionnements des médias et du monde politique.

4. *Increvables anarchistes,* n° 3. Coéditions *le Monde libertaire* et *Alternative libertaire,* Belgique. 3 euros. En vente à Publico.

5. Ce ne fut pas la seule, citons notamment la CNT-AIT, l'Union Pacifiste.

6. CNT-AIT, Bureau confédéral de Caen.

Han Ryner
individualiste harmonique

Les 28 et 29 septembre, le Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira) de Marseille organisait un colloque consacré à Han Ryner (1861-1938). Les débats ont eu lieu au Petit-Toursky grâce à l'hospitalité de Richard Martin. Ils ont rassemblé une soixantaine de personnes.

Han Ryner est aujourd'hui oublié aussi bien dans les milieux anarchistes que littéraires. Il est pourtant l'auteur de plus de soixante ouvrages, et ses idées ont influencé de nombreux libertaires.

Jean-Paul Simon, son petit-fils, et Suzanne Weigert ont évoqué la biographie de Henri Ner qui prit le pseudonyme de Han Ryner en 1897. Né à Nemours en Algérie où son père était receveur des postes, il a passé son enfance à Rognac dans les Bouches-du-Rhône. Une rue de cette petite ville porte encore son nom. Il a été ensuite professeur dans diverses régions puis à Paris. Pendant une épidémie de choléra, en 1884, il est venu en aide aux habitants des Omergues (Basses-Alpes) alors que les autorités avaient abandonné leurs responsabilités. Il était anarchiste individualiste et pacifiste non violent. Il a été un ardent défenseur des victimes de toutes les répressions: Alfred Dreyfus, Eugène Dieudonné, les réfractaires et les insoumis, Sacco et Vanzetti, les objecteurs de conscience, etc. Il a soutenu les essais de colonies naturistes libertaires. Il a participé aux mouvements anticolonialistes et a défendu les principes d'une éducation libertaire.

J'ai eu le plaisir de citer une grande partie des ouvrages d'Han Ryner. Son œuvre se compose d'essais philosophiques et politiques, de romans, de pièces de théâtre ainsi que de textes de conférences et de milliers d'articles de presse. Il a été l'un des collaborateurs de *l'Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure.

Baigné dans son enfance par la langue provençale, Han Ryner a fait partie du Félibrige. Il est l'un des rares anarchistes ayant participé à ce mouvement de défense de la langue comme l'a rappelé Marcel Bonnet.

René Bianco a montré quels étaient les liens entre Han Ryner et la Provence.

Quant à Claude Barsotti, il a tracé un chaleureux portrait du poète marseillais Jorgi Reboul, un disciple d'Han Ryner.

L'œuvre d'Han Ryner a été traduite dans une dizaine de langues. Mais c'est sans doute en Espagne qu'elle a été le plus diffusée. Dolorès Marín a expliqué que les idées individualistes de Han Ryner étaient connues dans les milieux communistes libertaires et anarchosyndicalistes. Il n'y avait pas de cloisonnement entre ces courants, contrairement à ce qui s'est passé en France.

Gilbert Evenas et Daniel Lerault on rappelé les idées pacifistes de Han Ryner; même pendant la Première Guerre mondiale, il a participé à un grand nombre de petites revues pacifistes politico-littéraires.

André Panchaud a montré que dans de nombreux écrits, Han Ryner s'était attaqué aux méfaits des religions et particulièrement de l'Église catholique.

Armand Vulliet s'est intéressé au problème de Jésus car Han Ryner considérait ce dernier comme l'un des premiers anarchistes. Jésus, mythe ou personnage historique? Han Ryner a participé à ce débat qui depuis des siècles a permis de noircir des milliers de pages.

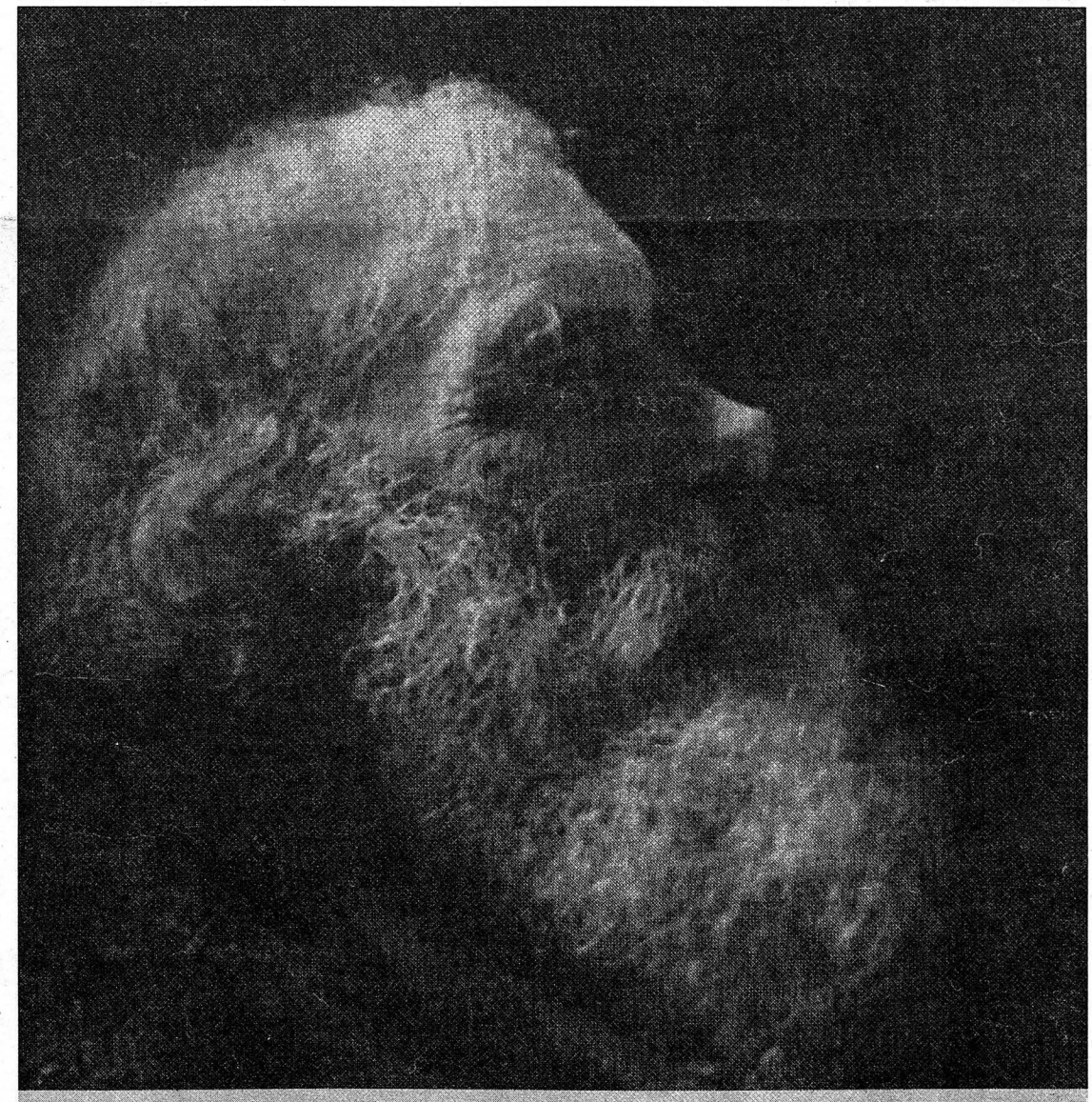
Gérard Lecha qui a soutenu une thèse sur Han Ryner il y a une dizaine d'années a conclu le colloque avec une intervention intitulée « Han Ryner: apologie d'un bon sens pour le XXIe siècle. » Ses idées pacifistes et individualistes restent évidemment toujours d'actualité.

Parmi le grand nombre d'ouvrages qu'a écrit Han Ryner, peu sont aujourd'hui disponibles. On peut trouver *Le Sphinx rouge* réédité en 1986 par Ivan Davy. Ce roman décrit ce que pourrait être une éducation pour la paix. Deux brochures ont été rééditées en 1995 et 1996 par le groupe Maurice-Joyeux de la Fédération anarchiste: *le Petit Manuel individualiste* et *Élisée Reclus.* Certains de ces livres ont un style vieillot ou ardu, et leur lecture serait peut-être aujourd'hui rébarbative. Mais plusieurs titres ont retenu l'attention des participants au colloque. Il s'agit des romans *le Père Diogène* et *les Mains de Dieu* ainsi que l'*Histoire de l'individualisme dans l'Antiquité* et l'article de *l'Encyclopédie anarchiste:* « Individualisme (anarchisme-harmonique) ». Avis donc aux amateurs éditeurs! le Cira, quant à lui, publiera prochainement les actes de ce colloque accompagnés de textes de Han Ryner.

Felip Equy
Centre international de recherches sur l'anarchisme

« Je veux être un homme complet. Je veux être, dans un corps d'homme, une vérité d'homme, une lumière et une chaleur d'homme, un cœur et une raison d'homme. » Il faut arriver à s'harmoniser. il faut arriver à trouver tout en soi et à tout respecter. Telle est bien la pensée des premiers stoïciens lorsqu'ils conseillaient: « Vis harmonieusement. » Peu importe la forme d'individualisme d'où je pars si j'arrive au sommet, d'où l'on voit tout l'horizon. Pendant que je monte, je suis sur une côte ou sur l'autre; une partie du sommet me reste cachée. Mais, par les différents sentiers sur les deux côtés, on arrive à la crête hautaine d'où se découvrent tout l'horizon et toute la vaste vérité... Même le nietzschéisme que nous semblons avoir rejeté complètement pourrait se défendre. Nietzsche s'est arrêté en chemin. Qui nous empêche de continuer sa route négligée? Le chemin que Nietzsche n'a pu finir, ceux qui se sentent attirés vers le sentier de Nietzsche, qu'ils l'achèvent donc. il y a une façon de comprendre la volonté de puissance qui est très belle; il y a même plusieurs façons très belles et très complètes de la comprendre. La volonté de puissance, erreur si elle doit s'exercer brutalement sur d'autres hommes, devient vérité si c'est moi-même que je veux dominer, que je veux créer. Elle devient aussi vérité si cette domination je veux l'exercer sur la nature des choses et non plus sur mes semblables. Voici deux méthodes pour continuer Nietzsche, le compléter, le rendre aussi bel individualiste qu'Épicure ou que les grands stoïciens et les grands cœurs... Que chacun prenne, suivant son tempérament et les dominantes de sa jeunesse, le chemin qui lui agrée. Pourvu que sa vaillance dure et qu'il ne se laisse pas tomber aux premières étapes, il arrivera au sommet, il arrivera à la vérité totale, à la liberté rythmée de son cœur et de sa raison. Il arrivera à l'harmonie complète de l'individualiste complet.

Han Ryner
in L'Encyclopédie anarchiste



Han Ryner naît Le 7 décembre 1861, à Nemours (Algérie), de son vrai nom Henri Ner. Enseignant, anticlérical, pacifiste et anarchiste individualiste. Philosophe (il sera surnommé « le Socrate contemporain »), c'est un conférencier et orateur de talent. Il collabore à de nombreuses revues. Écrivain, il laisse une œuvre riche et variée dont les principaux ouvrages sont: *Le Crime d'obéir* (1900), *L'Homme fourmi* (1901), *Les Voyages de Psychodore* (1903), *Le Sphinx rouge, Le Père Diogène* (1920), *Bouche d'or, patron des pacifistes* (1934); etc. Il meurt le 6 février 1938.

« Comme tous ceux qui prétendent commander, il obéit. Nous n'imposons que des volontés qui nous furent imposées. L'orgueil d'être colonel se paie de l'humiliation de subir le général. Toute autorité est chose chancelante, essaie de s'appuyer à une autorité qui lui semble plus solide. » (*Le Crime d'obéir*)

L'Éphéméride anarchiste
http://perso.club-internet.fr/ytak

Lutte sociale

En grève depuis sept mois, appel à tous les groupes et réseaux militants politiques, syndicaux, associatifs

Soutien avec les salariées d'Arcade

Les grévistes, une trentaine de femmes africaines, travaillent dans divers hôtels du groupe ACCOR (Ibis, Novotel, Sofitel, Mercure, Frantour, Formule 1, etc.) de la région parisienne, pour le compte du sous-traitant Arcade. Elles protestent contre leurs conditions de travail très pénibles, notamment contre les cadences de travail arbitrairement fixées se traduisant par des heures supplémentaires non payées et de sérieux problèmes de santé. Elles réclament en outre l'annulation des licenciements et des sanctions pour fait de grève qui touchent plusieurs d'entre elles. Si les grévistes d'Arcade ont pu résister pendant sept mois, c'est parce que s'est organisé autour d'elles un large soutien, dans le cadre de SUD d'abord puis, plus tard, d'un collectif de solidarité dépassant les frontières syndicales. Il semble qu'un débat ait actuellement lieu au sein d'Arcade entre ceux qui veulent clore le conflit et ceux qui considèrent qu'il ne faut rien lâcher. C'est pourquoi nous pensons qu'il devient nécessaire de renforcer la pression sur Accor en élargissant à la France entière les actions de solidarité. C'est dans cette perspective que nous vous appelons à prendre part à une initiative nationale d'action contre le groupe ACCOR pendant la semaine du 20 au 27 octobre.

Les raisons de dénoncer le groupe ACCOR sont multiples :

– Location d'une aile de l'hôtel Ibis de Roissy-Charles-de-Gaule de nombreuses années par l'État français comme centre de rétention pour incarcérer des sans-papiers, dans des conditions dénoncées dans un rapport de députés.

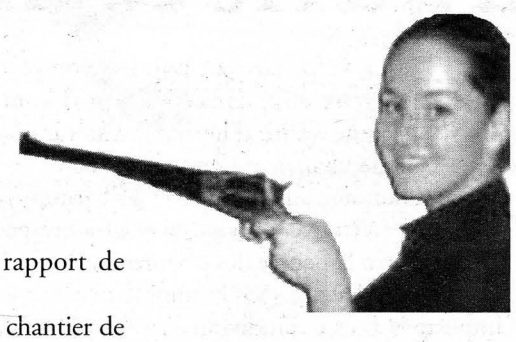
– Participation au chantier de construction de la ZAPI (nouveau centre de rétention de Roissy).

– Sa filiale, Carson-Wagonslits, s'occupe de la réservation des billets de train pour les sans-papiers en voie d'expulsion et pour leur escorte policière.

– Organisation dans ses hôtels des congrès du FN et du MNR.

Derrière la façade d'entreprise « propre » qu'il essaie de promouvoir, le groupe ACCOR impose tous les jours, par l'intermédiaire de la sous-traitance, des conditions de travail très dures à des travailleurs immigrés dont il exploite le besoin de travailler à tout prix. Si les femmes de ménage d'Arcade obtiennent satisfaction, ce seront non seulement les 800 salariés d'Arcade travaillant dans les hôtels ACCOR qui bénéficieront des avancées obtenues, mais aussi tout le secteur du nettoyage qui s'en ressentira positivement. Un point important sera marqué contre la pratique de la sous-traitance à laquelle le patronat a de plus en plus souvent et de plus en plus largement recours pour casser les résistances des salariés et imposer sa régression sociale.

Que faire pendant ces journées d'action?



Distribuer des tracts devant ou à l'intérieur des hôtels, déployer des banderoles, informer les clients et passants sur les raisons de la grève, appeler au boycott d'ACCOR, désorganiser le service de réservation des hôtels, faire signer des cartes ou des pétitions de soutien aux grévistes. Toutes les formes d'action qui peuvent permettre de populariser la grève en dénonçant les pratiques du groupe sont utiles. Le collectif de solidarité parisien organisera lui-même une ou plusieurs actions en région parisienne.

Des informations complémentaires, des tracts en plusieurs langues, un dossier de presse, des cartes postales de protestation, une pétition, sont accessibles aux adresses e-mail ou postale suivantes :

arcadesolidarite@hotmail.com
ADC
35-37, av. de la Résistance
93100 Montreuil
Le collectif de solidarité avec les grévistes d'Arcade

Sans-papiers manifestation nationale samedi 19 octobre

UL LYON La Plume noire

Défaites vos idées toute faites sur l'anarchisme

« Qu'est-ce que l'anarchisme ? »
Débat animé par le groupe Durruti
Samedi 26 octobre à 18 heures

La bibliothèque la Plume noire est ouverte aux mêmes heures d'ouverture que la librairie. Du mercredi au vendredi de 17 à 19 heures, le samedi de 15 à 19 heures.
Vous y trouverez livres, K7 vidéo, journaux, magazines…

La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1er. Tél./fax : 04 72 00 94 10

Increvables anarchistes, enfin sur le ouèbe

http://increvablesanarchistes.org

Il y a quatre ans, paraissait le premier volume des *Increvables anarchistes,* aux éditions du Monde libertaire. Aujourd'hui, certains numéros (les tomes I et VIII) sont quasi épuisés. Que faire ? les rééditer tous dans un seul volume à la manière du *Ni Dieu ni Maître* de Daniel Guérin ? C'était faire payer aux lecteurs une seconde fois ce qu'ils ont déjà acheté. Par ailleurs, loin de nous arrêter, nous avons trouvé d'autres trésors sur l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui ont osé construire aujourd'hui et maintenant, une société « sans Dieu, sans maître ».

Les luttes d'aujourd'hui se nourrissent des expériences d'hier… elles préfigurent aussi la société de demain

Que faire ? Un site web bien sur ! À conditions qu'il apporte un plus à la version « papier ». Les premiers tests du site *Increvables anarchistes* ont porté sur la complémentarité papier/web : plus de photos (190), des affiches (160), et un système de recherches croisées : chronologique (de la Commune de Paris à l'an 2000), et noms cités (près de 300). Enfin, un système de liens qui assure une ouverture sur l'extérieur et qui permet d'avoir les articles traitants du même thème ou d'un même auteur.

Après deux ans de travail, et malgré les imperfections encore présentes, nous avons décidé de le présenter lors des journées du livre libertaire à Montreuil. Nous n'avons ni la prétention d'être exhaustifs ni celle de vous présentez les « grands » textes de l'histoire de l'anarchisme, mais les histoires des individus, des luttes, des projets, des révolutions auxquelles ont participé les libertaires (en France et en Europe essentiellement).

Enfin, nous ne pouvons pas terminer cette présentation sans tirer un grand coup de chapeau aux générations de militant(e)s qui ont fait paraître *le Monde libertaire,* les revues : *la Rue, les Œillets rouges, Itinéraire, Volonté anarchiste, le Magazine libertaire* et tous les autres périodiques du mouvement. La quasi-intégralité des textes présentés dans ce site est tirée de ce travail gigantesque entamé par nos prédécesseurs.

Groupe Louise-Michel
145, rue Amelot, 75011 Paris
webmestre@increvablesanarchistes.org

Ves rencontres Liber Terre
À notre santé !

Deux jours de rencontres, interventions, témoignages, débats… autour de la santé.

Samedi 19 octobre

14 heures : acceuil
14 heures 30 : ouverture des rencontres
15 heures : liberté thérapeuthique et vaccinale
16 heures 30 : prendre en main sa santé, prendre en main sa vie
Soirée conviviale et musicale pour finir cette journée par un repas indien et les chansons de Viny Le Helley

Dimanche 20 octobre

9 heures 30 : il y a cent ans, les libertaires et la santé
10 heures : profession, cobaye
11 heures : une âme saine dans un corps sain
Pause apéritif communal et casse-croûte
14 heures : santé et pouvoir
15 heures : vasectomie, lithium, convenances, finances et libertés
17 heures : fin des maux et mots de la fin

Des expositions

« Autour du docteur Pierrot et des médecins libertaires du début du siecle »
« Portraits fanés » de Roland Bouëxel

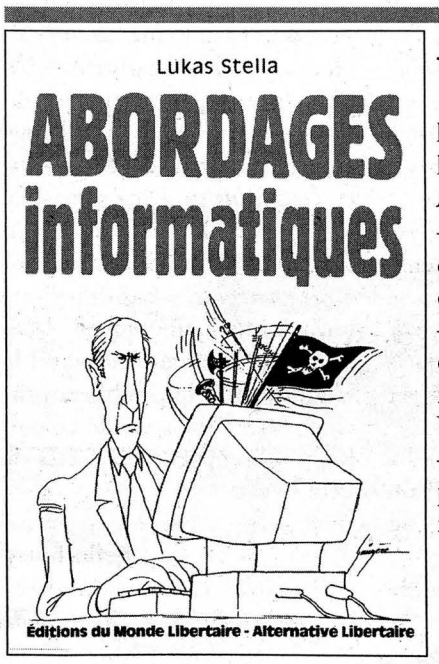
Forum du livre libertaire

Table de presse, stand d'édition et d'expression.

Participation aux frais :
20 euros pour les deux jours (repas et soirée inclus)
5 euros pour une journée.

Bourg de Bieuzy-les-Eaux, salle polyvalente
à 12 km de Pontivy. Morbihan

Liber Terre :
02 97 27 76 98
e-mail : liberterre@wanadoo.fr



Une nouvelle brochure aux éditions du Monde libertaire-éditions Alternative libertaire (52 pages, 3 euros).
Au sommaire :
– Croyances informatisées : dans l'ordre des choses marchandes, par Lukas Stella.
– Drapeau noir sur l'écran : ce qui nous est commun est incommunicable, par Anne Vernet.
– Informatique : un outil à ne pas mettre entre toutes les mains, par Hervé.

Disponible à Publico
145, rue Amelot, Paris 11e